



# DE LA POUDRE AUX YEUX

**Conflits de cadrages sur la durabilité des systèmes  
alimentaires : agroécologie, agriculture régénératrice  
et solutions fondées sur la nature**

# DE LA POUDRE AUX YEUX AUX YEUX

**Groupe de travail IPES-Food :** Molly Anderson, Emile Frison, Mamadou Goïta, Philip Howard, Melissa Leach, Desmond McNeill, Cecilia Rocha, Ricardo Salvador.

**Cheffe de projet :** Nicole Pita

## **Rapport détaillé**

Cette note de synthèse a été rédigée à la suite de discussions entre les chercheurs de l'Institute of Development Studies (IDS) Lídia Cabral, Elizabeth Rainey, Dominic Glover, et le groupe de travail IPES-Food. Elle s'appuie sur une étude de fond réalisée par les chercheurs de l'IDS examinant les utilisations de l'agroécologie, de l'agriculture régénératrice et des solutions fondées sur la nature dans trois espaces politiques mondiaux et par 16 entités de financement privées et publiques, et identifiant l'histoire et l'évolution de ces trois concepts par une analyse bibliométrique. L'étude de fond peut être consultée à l'adresse suivante : [www.ipes-food.org/pages/smokeandmirrors](http://www.ipes-food.org/pages/smokeandmirrors)

## **Gouvernance mondiale**

Ce rapport fait partie d'une série de notes d'information sur la gouvernance mondiale et la capture des systèmes alimentaires par les grandes entreprises, qui plaide en faveur d'une gouvernance du système alimentaire plus transformative et inclusive.

**Traduction :** Henalex Conference Services

**Mise en page et conception graphique :** [www.heartsnminds.eu](http://www.heartsnminds.eu)

Approuvé par le panel IPES-Food, octobre 2022.

**Citation :** IPES-Food, 2022.

**De la poudre aux yeux :** Conflits de cadrages sur la durabilité des systèmes alimentaires : agroécologie, agriculture régénératrice et solutions fondées sur la nature.

Avec le soutien de :



**ROSA  
LUXEMBURG  
FOUNDATION**

# CONTENU

<b>Messages clés</b>	<b>4</b>
<b>1 Introduction</b>	<b>5</b>
<b>2 Émergence et évolution de trois termes clés</b>	<b>8</b>
2.1 Agroécologie	8
2.2 Agriculture régénératrice	12
2.3 Solutions fondées sur la nature	13
<b>3 Utilisation de ces termes dans les espaces politiques et financiers mondiaux</b>	<b>16</b>
3.1 Solutions fondées sur la nature	17
3.2 Agroécologie	19
3.3 Agriculture régénératrice	21
<b>4 Conclusions</b>	<b>23</b>
<b>Recommandations</b>	<b>26</b>

# MESSAGES CLÉS



- Les entreprises agroalimentaires, les organisations philanthropiques internationales et certains organismes humanitaires **utilisent le terme « solutions fondées sur la nature » pour détourner l'agenda en matière de durabilité du système alimentaire** afin de mettre en avant les solutions politiques de leur choix. Ces termes sont souvent associés par ces acteurs à des programmes d'agriculture carbonée et de compensation des émissions carbone problématiques et à l'efficacité non prouvée, en partenariat avec de grands groupes de conservation.
- **Ces termes**, notamment l'expression « solutions fondées sur la nature », **ont récemment été au cœur de luttes discursives au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, à la Convention sur le changement climatique et à la Convention sur la diversité biologique**, où ils ont été et sont encore mis à l'épreuve et utilisés par ces acteurs et les États membres qui les soutiennent afin d'asseoir la légitimité de trajectoires spécifiques.
- Au sein de ces espaces de gouvernance mondiale, **les solutions fondées sur la nature apparaissent comme un concept faiblement défini et dépolitisé** faisant abstraction des inégalités de pouvoir et de richesse qui figent la non-durabilité des systèmes alimentaires. Ce concept ne reflète pas le changement profond, structurel et transformateur nécessaire pour rendre le système alimentaire mondial véritablement durable dans ses multiples aspects : écologiques, sociaux et économiques.
- **L'agroécologie, et dans certains cas l'agriculture régénérative, offre une voie plus inclusive et plus complète vers la transformation du système alimentaire**, dans la mesure où elle établit un lien entre les aspects sociaux et environnementaux de la durabilité, concerne l'ensemble du système alimentaire, tient compte des inégalités de pouvoir et s'appuie sur une pluralité de connaissances en mettant l'accent sur l'inclusion des voix marginalisées. L'agroécologie est le seul concept parmi les trois ayant atteint sa clarté et sa maturité conceptuelle grâce à un long processus de délibération inclusif et international.
- Malgré son potentiel de transformation et sa maturité conceptuelle, l'agroécologie n'est pas utilisée comme un cadre de référence pour le changement des systèmes alimentaires dans les trois espaces de gouvernance étudiés ici, et ses multiples dimensions ne sont pas systématiquement référencées. En dépit de la généralisation des références à l'agroécologie, des préoccupations croissantes se manifestent quant au fait que les espaces politiques mondiaux émergents et les acteurs influents du développement dépouillent le terme de ses dimensions politiques. **Des acteurs puissants, qui définissent l'agenda, s'opposent à l'agroécologie, qu'ils considèrent comme idéologiquement controversée**, ou l'utilisent de manière interchangeable avec d'autres termes, comme un simple outil dans une boîte à outils de solutions alternatives.
- Afin de faire avancer la transformation durable des systèmes alimentaires mondiaux, les acteurs politiques, observateurs et défenseurs des espaces de gouvernance mondiale sur l'alimentation, le climat et l'environnement devraient : (1) **Favoriser une délibération inclusive dans les espaces politiques mondiaux**, en remettant constamment en question les idées et concepts ignorant les différences de pouvoir bien ancrées. (2) **S'efforcer d'utiliser les termes de manière cohérente dans les différents forums**, en veillant à la transmission entre espaces politiques des définitions, principes et pratiques largement admis. (3) **Promouvoir la sensibilisation et la clarté des solutions proposées pour le système alimentaire**, en rejetant celles qui exploitent l'ambiguïté de manière instrumentale pour favoriser le statu quo.



# INTRODUCTION

Il existe un vaste consensus sur la nécessité de rendre les systèmes alimentaires plus durables. Cependant, la manière de poursuivre cet objectif est largement contestée. Ces dernières années, des termes tels que « agriculture régénératrice » et « solutions fondées sur la nature » se sont popularisés au sein des espaces de gouvernance mondiale et de développement international, ainsi qu'auprès des entreprises agroalimentaires. Ces termes viennent s'ajouter à une liste de concepts et d'idées de plus en plus longue, qui sont souvent utilisés comme synonymes de développement durable dans les discussions sur l'avenir des systèmes alimentaires : agriculture durable, agriculture intelligente face au climat, production alimentaire respectueuse de la

nature, intensification durable, agriculture de conservation, agriculture neutre en carbone, gestion holistique des ressources, et ainsi de suite.

Les significations et l'utilité de ces termes sont contestées dans les espaces politiques et les sphères académiques.<sup>1</sup> La concurrence entre les approches et les terminologies alternatives des systèmes alimentaires témoigne non seulement de la lutte pour l'appropriation et le pouvoir, mais dévoile également des perceptions fondamentalement différentes de la durabilité et des points de vue divergents sur l'ampleur de la transformation nécessaire pour rendre les systèmes alimentaires durables. Les termes utilisés dans ces espaces sont souvent contestés justement en raison de leurs effets

réels et de leurs conséquences matérielles. Néanmoins, ces contestations sont rarement flagrantes. Elles sont parfois délibérément dissimulées par l'utilisation de termes différents comme s'ils étaient interchangeables. Les concepts peuvent également être édulcorés jusqu'à pouvoir être utilisés pour impliquer presque tout ce qui est positif ou « durable ».

Dans les espaces politiques, où se mêlent lobbyistes, activistes, décideurs politiques, organismes de financement et organisations de développement, les termes peuvent revêtir des significations et des associations durables, façonnant la pensée et l'action, de sorte qu'il devient essentiel de savoir qui utilise ces termes, quand et comment. Cette note de synthèse, ainsi que l'étude de fond sur laquelle elle s'appuie, sont nées de notre préoccupation quant au fait qu'un ensemble restreint d'acteurs, d'intérêts et de visions anime le débat, façonne les politiques et mobilise les flux de financement pour les systèmes alimentaires. Dans ce processus, les conceptions plus globales et transformatrices du développement durable, qui incluent la justice sociale et les préoccupations écologiques, peuvent être obscurcies par des visions plus étroitement définies du changement du système alimentaire.<sup>1</sup> Les ressources suivant les signaux politiques, le risque matériel est que les fonds s'éloignent de la transformation structurelle des systèmes alimentaires pour s'orienter vers de prétendues alternatives qui conservent le statu quo non durable.

Cette note de synthèse examine les trois termes clés, à savoir *agroécologie*, *agriculture régénératrice* et *solutions fondées sur la nature*, en tenant compte de leurs origines, de leur évolution et de leur utilisation dans le cadre des discussions sur l'avenir des systèmes alimentaires. Nous étudions notamment la manière dont ces termes sont employés au sein de trois grands espaces politiques mondiaux : le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 (UNFSS), la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2021 (COP26) et la première partie de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15) de 2021 (CDB).<sup>11</sup> Tous trois sont des sommets mondiaux de haut niveau précédés d'importants préparatifs et de négociations, et qui ont eu lieu au cours de la période 2021-2022. Nous analy-

sons également l'utilisation de ces trois termes dans d'autres espaces politiques et de financement (p. ex. programmes de durabilité des entreprises et initiatives de développement).

Le choix des espaces de gouvernance montre que les conférences des Nations unies sur le climat et la biodiversité traitent de plus en plus des systèmes alimentaires. Cependant, ces espaces ont fait l'objet de critiques en raison de leur caractère exclusif et plus propice aux idées des acteurs du monde de l'entreprise, incitant à pousser les recherches plus loin. Les récits sur la durabilité des systèmes alimentaires avancés lors de ces conférences et dans les espaces de financement sont importants et pourraient influencer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies, la principale plateforme internationale et intergouvernementale pour le développement et l'approbation de recommandations politiques pour la sécurité alimentaire mondiale. Bien qu'il ne soit pas étudié en détail ici, le CSA, et notamment son groupe d'experts de haut niveau, a joué un rôle clé dans l'intégration de l'agroécologie, en dépit d'une contestation vive et permanente (voir section 2).

« **Dans les espaces politiques, la signification et l'utilisation de certains termes façonnent la pensée et l'action.** »

<sup>1</sup> Le rapport de IPES-Food intitulé « De l'uniformité à la diversité » décrit le type de changement de paradigme nécessaire dans le système alimentaire. IPES-Food, « De l'uniformité à la diversité : Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés » (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 2016), [http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformityToDiversity\\_FullReport.pdf](http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformityToDiversity_FullReport.pdf).

<sup>11</sup> La recherche sur l'utilisation de ces termes à la CDB s'est terminée avant la deuxième partie de l'événement, qui aura lieu en décembre 2022, et s'est donc limitée à la documentation et au matériel de préparation.

## Les trois sommets clés pour l'avenir des systèmes alimentaires

Le **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)** a été organisé par le Secrétariat des Nations Unies à New York et a eu lieu le 23 septembre 2021, de manière virtuelle.<sup>III</sup> Notre analyse a pris en compte la phase de préparation, l'événement pré-sommet de juillet 2021 (qui visait à « faire le point sur les progrès accomplis » par le biais des processus de contribution publique et à « poser les jalons »<sup>2</sup>), le Sommet et la phase post-Sommet (lorsque les documents reprenant les résultats et les déclarations ont été publiés).<sup>IV</sup> Le Sommet comprenait plusieurs événements connexes et a donné lieu à des déclarations des États membres décrivant leurs engagements à développer des « voies » vers des systèmes alimentaires durables. Ces communiqués s'ajoutent à d'autres déclarations soumises au forum du pré-sommet et publiées sur le site Web de l'UNFSS.<sup>3</sup> À l'issue du Sommet, le Secrétaire général des Nations Unies a dressé un bilan ainsi qu'un résumé de l'événement,<sup>4</sup> reprenant les principaux points à retenir et les thèmes abordés. Il semble que, au-delà de ce document et des déclarations des États membres, aucun résumé concret des objectifs ou des rapports ne soit disponible.<sup>V</sup>

Les **conférences des Nations unies sur le changement climatique** sont des conférences annuelles organisées par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il s'agit de la réunion officielle des parties à la CCNUCC (Conférence des parties, COP) pour évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre le changement climatique. La 26<sup>e</sup> conférence a eu lieu à Glasgow, en Écosse, en novembre 2021 et est connue sous le nom de la COP26. L'étude a examiné la documentation et les déclarations relatives aux objectifs d'atténuation, d'adaptation, de financement et de collaboration. Quatre initiatives en matière d'alimentation et d'agriculture relatives à l'objectif d'atténuation ont également été analysées : (i) le Programme d'action mondial pour l'innovation dans l'agriculture (également connu sous le nom de #ClimateShot) ; (ii) le Dialogue sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT) ; (iii) le Programme d'action politique pour une transition juste vers une alimentation et une agriculture durables ; et (iv) le rapport indépendant *The Economics of Biodiversity*, dirigé par le professeur Sir Partha Dasgupta.<sup>5</sup> En outre, des contributions au débat mises en avant par l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (initiative créée en 2017 dans le cadre de la CCNUCC pour rendre compte des vulnérabilités de l'agriculture face au changement climatique et faire progresser les approches pour répondre à la sécurité alimentaire) ont également été prises en compte dans le cadre de cette étude.

La quinzième **Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB)** est un événement en deux parties qui se déroulera entre 2021 et 2022. La première partie était un événement hybride qui s'est tenu en octobre 2021 à Kunming, en Chine, avec une participation virtuelle (reportée de 2020 en raison de la pandémie de Covid-19). La deuxième partie aura lieu en présentiel en décembre 2022 à Montréal, au Canada. La conférence vise à « réunir les gouvernements du monde entier afin qu'ils conviennent d'une nouvelle série d'objectifs pour la nature au cours de la prochaine décennie ». <sup>6</sup> Le cadre mondial pour la biodiversité post-2020, principal résultat de la conférence de 2022, établira des plans pour lutter contre l'appauvrissement de la biodiversité de 2022 à 2030 afin de concrétiser la vision des parties à la CDB de « vivre en harmonie avec la nature » d'ici 2050.<sup>7</sup> Des échanges approfondis sur les objectifs et les termes liés à la biodiversité ont lieu dans le cadre des réunions du Groupe de travail à composition non limitée et des discussions sur les systèmes alimentaires concernent la biodiversité agricole.

III L'UNFSS est le résultat d'un partenariat entre le Secrétariat de l'ONU et le Forum économique mondial conclu en juillet 2019.

IV Le processus a commencé par les contributions des États membres des Nations unies et d'autres participants (entre décembre 2020 et mai 2021) organisées en une série de documents de base pour les discussions, de forums publics et de rapports de synthèse. Ensuite, des solutions ont été regroupées pour affiner et organiser les discussions sur le plan thématique, et des leviers de changement ont été utilisés comme thèmes transversaux pour catégoriser et hiérarchiser les contributions.

V Canfield, Duncan et Claeys (2021) confirment que « ... les résultats et les objectifs du Sommet, ainsi que le processus décisionnel, n'ont jamais été clairement définis » (p. 185).



Credit: Soumya Sankar Bose - Agroecology Fund Global Learning Exchange 2020 - India

# ÉMERGENCE ET ÉVOLUTION DE TROIS TERMES CLÉS



## 2.1 AGROÉCOLOGIE

L'agroécologie trouve son origine dans les systèmes alimentaires des peuples autochtones à travers le monde. Les systèmes alimentaires des peuples autochtones préservent et enrichissent leurs écosystèmes et sont liés à la langue, aux connaissances traditionnelles, à la gouvernance et au patrimoine culturel. La première occurrence académique de l'agroécologie dans le domaine de l'agriculture remonte à la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle et est liée à la gestion des ravageurs et à la

biologie des sols.<sup>8</sup> Jusqu'à dans les années 1960, l'agroécologie était une discipline purement scientifique. Avec l'émergence des mouvements écologistes dans les années 1960, l'agroécologie s'est inscrite dans un débat plus large sur la recherche d'alternatives aux systèmes de production industriels à forte intensité chimique. Ce mouvement d'agriculture alternative, étroitement lié au mouvement biologique naissant, a incité les agronomes critiques à remettre en question les fondements de leur discipline et à réfléchir aux conséquences écologiques et sociales de l'agriculture à forte intensité d'intrants.<sup>9</sup> Les concepts de « méthodes naturelles d'agriculture » ont également gagné du terrain.<sup>10</sup> L'agroécologie a adopté des impératifs normatifs pour protéger les systèmes naturels et a pris en compte la durabilité et



la distribution sociale des bénéfices dans la production agricole.<sup>11</sup> Peu à peu, elle s'est développée au-delà de la communauté scientifique et s'est muée en un mouvement social.<sup>12</sup>

L'agroécologie s'est renforcée à la fois en tant que science et en tant que mouvement tout au long des années 1990, lorsque l'agenda environnemental a pris de l'ampleur, en particulier aux États-Unis et en Amérique latine. Des programmes d'enseignement supérieur en agroécologie ont été mis en place en Europe et aux États-Unis.<sup>13</sup> En Amérique latine, les bases de l'agroécologie ont été mises en pratique dès la fin des années 1980 et tout au long des années 1990. Les scientifiques et les praticiens ont travaillé avec les agriculteurs pour améliorer les méthodes agricoles indigènes, dont la gestion appropriée de la fertilité des sols et la conservation de la biodiversité agricole, comme alternatives au paradigme de la révolution verte, caractérisée par des paquets technologiques gérés par les entreprises.<sup>14</sup>

À mesure que les méthodes participatives de vulgarisation agricole gagnaient du terrain,<sup>15</sup> les interactions entre scientifiques et agriculteurs ont mis l'accent sur les systèmes de connaissances inclusifs et l'apprentissage horizontal plutôt que sur les approches descendantes en matière de diffusion et d'innovations technologiques. La méthodologie « *campesino a campesino* » (d'agriculteur à agriculteur) est apparue à Cuba et a contribué à la formation d'un mouvement de base pour l'agroécologie, qui s'est répandu dans le monde entier par le biais de l'alliance paysanne transnationale *La Vía Campesina*.<sup>16</sup>

Dans les années 2000, les mentions de l'agroécologie se concentrent de plus en plus sur l'ensemble du système alimentaire, établissant un lien entre la production, la transformation, la distribution et la consommation.<sup>17</sup> Cette extension du champ d'action se manifeste également au sein des mouvements sociaux agraires, y compris le mouvement transnational pour la souveraineté alimentaire, qui a culminé avec le Forum international pour l'agroécologie de 2015 au Centre Nyéléni à Sélingué, Mali.<sup>18</sup> Comme le montrent les figures 1 et 2, l'agroécologie apparaît régulièrement dans les publications examinées par des pairs, preuve de l'ampleur et de la profondeur de la recherche universitaire et de l'intérêt pour le potentiel de l'agroécologie dans la transformation du système alimentaire. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère l'agroécologie en tant qu'approche fondée sur les écosystèmes et les droits de l'homme et axée sur l'ensemble du système alimentaire comme une « approche transformatrice de l'adaptation au changement climatique » pour la résilience du système alimentaire.<sup>19</sup>

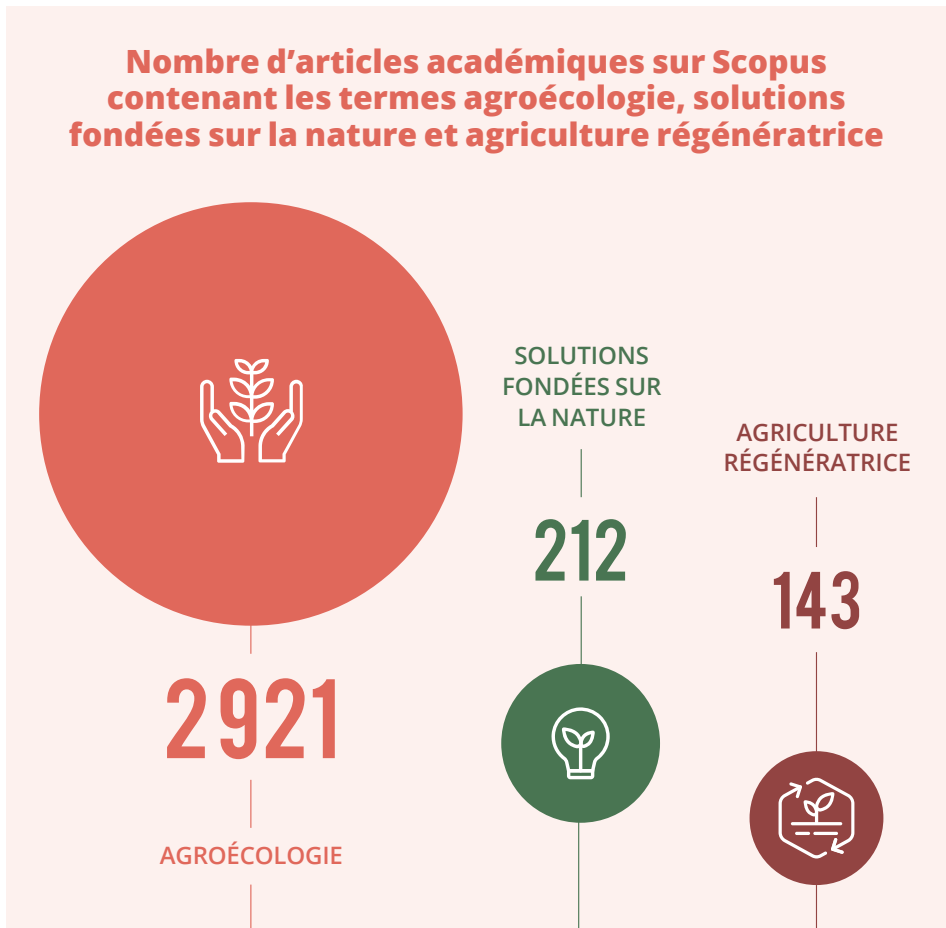
Les nombreuses contestations à l'encontre de l'agroécologie en tant que science, mouvement et pratique sont à l'origine de l'appel lancé aux chercheurs à définir explicitement ce terme lorsqu'il est utilisé.<sup>20</sup> Sa signification et sa portée continuent toutefois de diverger dans les communautés de connaissances et en pratique.<sup>21</sup> L'un des sujets de discorde concerne la relation et l'équilibre entre ses dimensions techniques et politiques. Plusieurs auteurs ont mis en garde contre le danger de cooptation et la perte des éléments les plus transformateurs de l'agroécologie.<sup>22</sup>

En 2018, à l'issue d'un processus consultatif de quatre ans, un cadre de la FAO définissant les « 10 éléments de l'agroécologie » a marqué une étape importante dans l'intégration de l'agroécologie dans le débat politique général et dans l'établissement d'une version holistique de celle-ci incluant des composantes de justice sociale.<sup>23</sup> Cette maturité conceptuelle a été consolidée l'année suivante lorsque le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a transposé ces 10 éléments en un ensemble de 13 principes opérationnels pour guider la transformation des systèmes alimentaires agroécologiques (voir encadré 2).<sup>24,vi</sup> La vision de l'agroécologie incarnée par les 13 principes converge effectivement avec le cadre global de durabilité maintenant commun à la littérature académique et au discours des mouvements sociaux. En effet, il s'agit de combiner les dimensions environnementales, humaines et sociales (en les considérant comme interdépendantes),<sup>25</sup> d'envisager des compromis entre les objectifs écologiques et les objectifs d'équité, de tenir compte à la fois des limites planétaires et des besoins humains,<sup>26</sup> et de s'enraciner dans des approches transformatrices de l'innovation qui incluent une diversité de connaissances et interrogent les impacts distributifs des innovations et des solutions politiques privilégiées.<sup>27</sup>

Portée par un réseau hétérogène mais cohérent d'experts scientifiques et de spécialistes des mouvements sociaux, cette vision globale de l'agroécologie a acquis une plus grande reconnaissance dans les espaces de gouvernance officiels, notamment les processus de la FAO<sup>28</sup>, bien que cela ne soit pas systématique (voir section 3). L'agroécologie a donc parcouru un long chemin dans son processus d'évolution. Elle incarne à la fois une union de la science et de la pratique et un mouvement social. Pour la plupart des partisans actuels de l'agroécologie, il s'agit d'une profonde refonte des systèmes alimentaires axée sur la fusion de la justice distributive et du respect de l'environnement.

VI Cette mise en garde linguistique est importante, car le terme « agroécologie », par exemple, a des significations différentes selon le contexte dans lequel il est utilisé. Ainsi, il désigne davantage une science en Allemagne, un ensemble de pratiques et de sciences en France, des pratiques et un mouvement au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine

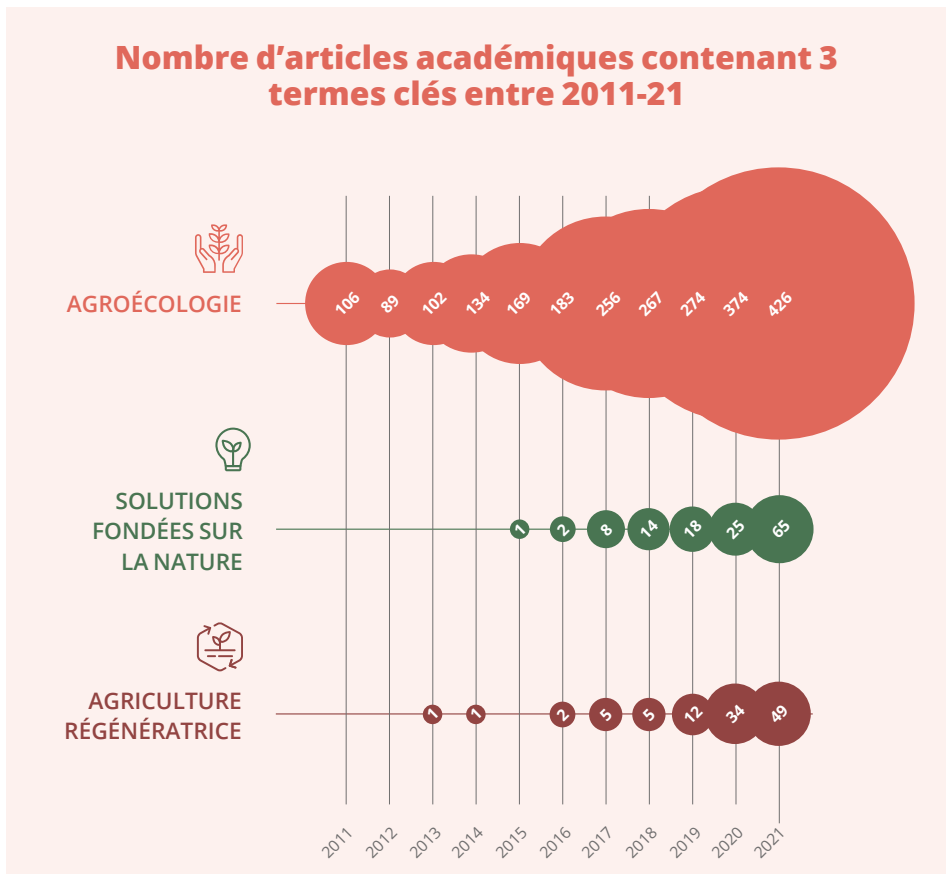
FIGURE 1



## Analyse bibliométrique

Une analyse de la fréquence d'occurrences de l'agroécologie, des solutions fondées sur la nature et de l'agriculture régénératrice dans la littérature universitaire offre un aperçu supplémentaire de l'ampleur de la recherche sur l'agroécologie et de sa popularité relative au fil du temps. Cette analyse a été réalisée à partir d'articles associés à ces termes tirés d'une base de données mondiale réputée pour les publications anglophones examinées par des pairs.<sup>VII</sup> Les documents analysés contenaient les termes dans le titre, le résumé et des mots-clés et étaient limités aux résultats pertinents dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. Les figures 1 et 2 montrent que l'agroécologie compte de loin le plus grand nombre de publications, mais la figure 2 témoigne de l'expansion récente et rapide des deux autres termes, notamment des solutions fondées sur la nature.

FIGURE 2



VII Le processus de convergence des politiques lancé par le rapport du Groupe d'experts de haut niveau a été sujet à controverse et a abouti à des recommandations politiques qui ont finalement été rejetées par le Mécanisme pour la société civile et les peuples autochtones (CSIPM), chargé de faciliter leur engagement auprès du CSA (CSIPM). Voir « Position du MSC concernant les recommandations politiques sur "Approches agroécologiques et autres approches innovantes" », <https://www.csm4cfs.org/csm-positioning-on-the-cfs-policy-recommendations-on-agroecological-and-other-innovative-approaches/>.

## Les 10 éléments et les 13 principes de l'agroécologie

Les 10 éléments de l'agroécologie sont le fruit de quatre années de dialogue régional et international. Ce processus, qui se voulait inclusif et délibératif, a permis de reconnaître et intégrer les points de vue des petits producteurs alimentaires et des consommateurs. La FAO explique que les 10 éléments de l'agroécologie représentent une approche « fondamentalement différente » du développement durable, qui donne aux producteurs et aux communautés les moyens d'agir en mettant l'accent sur « la co-crédation de connaissances, en combinant la science avec les connaissances traditionnelles, pratiques et locales des producteurs ». <sup>29</sup> Les 13 principes (regroupés en trois groupes) sont alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie adoptés par les 197 États membres de la FAO en décembre 2019.

### Les 10 éléments de l'agroécologie



Diversité



Co-crédation et partage de connaissances



Synergies



Efficiency



Recyclage



Résilience



Valeurs humaines et sociales



Culture et traditions alimentaires



Gouvernance responsable



Économie circulaire et solidaire

### Les 13 principes de l'agroécologie



Recyclage

Réduction d'intrants



Santé du sol

Santé animale

Biodiversité

Synergie

Diversification économique



Co-crédation de connaissances

Valeurs sociales et régimes alimentaires

Équité

Connectivité

Gouvernance des terres et des ressources naturelles

Participation



## 2.2

# AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE

Le concept d'agriculture régénératrice est né en même temps que la révolution biologique aux États-Unis, qui s'est développée dans le cadre du mouvement de contre-culture des années 1960 et de la prise de conscience environnementale suscitée par le livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux*.<sup>30</sup> L'expression « agriculture biologique régénératrice » a été inventée au début des années 1980 par le Rodale Institute,<sup>31</sup> qui affirme mener l'expérience la plus longue au monde comparant systèmes d'agriculture biologique et conventionnelle.<sup>32</sup> Richard Harwood, un agronome autrefois à la tête de la Rodale Institute, a expliqué les bases scientifiques de l'agriculture régénératrice, en soulignant trois principes fondamentaux : (1) l'interdépendance de toutes les parties d'un système agricole, y compris l'agriculteur et sa famille ; (2) les équilibres biologiques dans le système ; et (3) la nécessité de maximiser les interactions biologiques souhaitées tout en minimisant l'utilisation de matériaux et de pratiques qui perturbent ces relations.<sup>33</sup>

Le cadre scientifique de l'agriculture régénératrice est comparable à celui de l'agroécologie et s'inscrit dans le même mouvement de rejet de l'agriculture industrialisée. Pourtant, le terme est resté quelque peu dans l'ombre jusqu'aux années 2010, où il a fait son retour (voir l'étude de fond). En 2012, un article publié par Christopher J. Rhodes dans *Science Progress* s'est penché à nouveau sur la science du sol qui sous-tend l'agriculture régénératrice. Elle affirme que l'agriculture régénératrice offre « potentiellement les moyens de fournir de la nourriture et des matériaux [...] et de répondre aux problèmes plus larges des émissions de carbone et des pénuries de ressources ». <sup>34</sup> Elle présente l'expérience de système agricole du Rodale Institute et souligne les avantages de l'agriculture régénératrice par rapport à l'agriculture à haut niveau d'intrants, en termes de faible consommation d'énergie, de plus grande séquestration du carbone et de régénération des sols. Un rapport publié par le Rodale Institute présente des preuves similaires. Selon ce rapport, l'agriculture régénératrice présente « une solution terre à terre au réchauffement climatique » <sup>35</sup> même si certaines de ces affirmations sont contestées et considérées comme exagérant le potentiel de l'agriculture régénératrice à séquestrer les émissions de gaz à effet de serre. <sup>36</sup>

L'agriculture régénératrice a été progressivement introduite dans les débats mondiaux par des organisations et des praticiens américains et internationaux. <sup>37</sup> *Regeneration International* a été créée en 2017 en tant

qu'organisation à but non lucratif avec pour mission de « promouvoir, faciliter et accélérer la transition mondiale vers une alimentation, une agriculture et une gestion des terres régénératrices dans le but de rétablir la stabilité climatique, de mettre fin à la faim dans le monde et de reconstruire les systèmes sociaux, écologiques et économiques détériorés ». <sup>38</sup> Dans sa définition de l'agriculture régénératrice, celle-ci accorde une place importante aux sols et au carbone, tout en mettant l'accent sur la biodiversité, la santé des écosystèmes, la résilience, la santé humaine et la nutrition. <sup>39</sup> De nombreux partisans de l'agriculture régénératrice, dont *Regeneration International*, considèrent l'agroécologie comme une forme d'agriculture régénératrice. <sup>40</sup>

Comparée à l'agroécologie, l'agriculture régénératrice reste moins étudiée. Une revue systématique de la littérature a abouti à la conclusion que ce terme est généralement utilisé pour désigner les dimensions environnementales de la durabilité (liées à la santé des sols, à la gestion des ressources, à l'atténuation du changement climatique, au cycle des nutriments, ainsi qu'à la gestion et à la disponibilité de l'eau), tandis que les questions socio-économiques tendent à être moins mises en avant, à être définies de manière plus générale et à manquer d'un cadre de mise en œuvre. <sup>41</sup> Si l'agriculture régénératrice est si attrayante, c'est probablement parce qu'elle met l'accent sur la régénération des ressources naturelles : un concept fort mais simple, susceptible de toucher de nombreux acteurs du système alimentaire. <sup>42</sup> Cependant, cette limitation relative peut également refléter un manque de reconnaissance des systèmes alimentaires des peuples autochtones qui ont précédé ces pratiques, et le fait que le mouvement a été presque exclusivement porté par des hommes blancs du Nord. <sup>43</sup> Comme nous le verrons dans la section 3, les principaux fabricants et détaillants de produits alimentaires redéfinissent aujourd'hui l'agriculture régénératrice à travers la prolifération de programmes de durabilité d'entreprise. Ils utilisent parfois le terme de manière interchangeable avec les notions d'« agriculture carbone » et d'« agriculture sans labour », en le dénaturant souvent au passage. Néanmoins, certaines fondations, agences de développement, organismes de financement de la recherche et organisations d'agriculteurs qui ont adopté le langage de l'agriculture régénératrice mentionnent la justice sociale dans leurs stratégies, ce qui laisse penser qu'une bataille pour l'avenir de l'agriculture régénératrice est en cours et que rien n'est encore joué.



## 2.3 SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

La notion de solutions fondées sur la nature est beaucoup plus récente que celles d'agroécologie et d'agriculture régénératrice. Elle est également caractérisée par son utilisation dans des domaines variés, mais plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'atténuer le changement climatique par le biais de mécanismes de compensation du carbone et de marchés du carbone.<sup>44</sup> Les sociétés pétrolières et gazières comptent parmi les plus grands promoteurs de solutions fondées sur la nature, faisant usage de ce terme pour promouvoir des projets de compensation des émissions tels que la plantation d'arbres, la protection des forêts et la restauration des écosystèmes en partenariat avec de grands groupes de conservation.<sup>viii</sup> L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) est l'un des principaux défenseurs des solutions fondées sur la nature en matière de politique et de pratique.

Les liens concrets avec l'agriculture, l'élevage et l'alimentation sont plus récents. Comme dans le secteur de l'énergie, les solutions fondées sur la nature pour les systèmes alimentaires font généralement référence à la compensation carbone, aux marchés du carbone et à l'agriculture du carbone (voir encadré 3), ainsi qu'aux programmes de conservation de la biodiversité.<sup>45</sup> En raison de son utilisation extensive, le terme a créé une certaine confusion quant à ce qui constitue précisément une « solution fondée sur la nature ». Toutefois, des définitions communément admises ont été avancées dans le cadre du mandat de la COP26 (voir section 3). De nouveaux progrès ont été réalisés lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement en mars 2022 pour définir les solutions fondées sur la nature dans les termes suivants : « les actions visant à protéger, conserver, restaurer, utiliser durablement et gérer les écosystèmes naturels ou modifiés, terrestres, d'eau douce, côtiers et marins, qui permettent de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux de manière efficace et adaptative, tout en assurant simultanément le bien-être humain, les services écosystémiques et les avantages en matière de résilience et de biodiversité ».<sup>46</sup>

Comme dans le cas de l'agriculture régénératrice, on a assisté ces dernières années à une augmentation rapide de l'utilisation de la terminologie fondée sur la nature dans la littérature scientifique et dans les espaces politiques de premier plan. Les entreprises, les fondations et les principaux groupes de protection de la nature (dont *The Nature Conservancy* et *WWF*) font régulièrement référence aux solutions fondées sur la nature. Dans un rapport publié en 2020, le Forum économique mondial (FEM) préconise une évolution importante de la réflexion sur la valeur de la nature et la mise en place de nouveaux modèles commerciaux très rentables grâce aux technologies de la « quatrième révolution industrielle ».<sup>47</sup> Selon ce rapport, ces technologies ont « le potentiel nécessaire pour accélérer la transition vers un mode de développement positif pour la nature et libérer la valeur de la nature tout en minimisant l'utilisation des ressources ». Le GIEC fait également référence aux solutions fondées sur la nature, mais avec précaution : l'organisme prévient que des solutions fondées sur la nature mal planifiées peuvent accroître la concurrence pour les terres et l'eau, réduire la sécurité alimentaire, ne pas fournir de solutions durables d'atténuation des GES et faire plus de mal que de bien.<sup>48</sup>

« **Des solutions fondées sur la nature mal planifiées peuvent accroître la concurrence pour les terres et l'eau, réduire la sécurité alimentaire, ne pas fournir de solutions durables d'atténuation des GES et faire plus de mal que de bien** » »

VIII Voir, par exemple, Shell, qui s'associe à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et à *The Nature Conservancy* dans le cadre de projets de compensation carbone « fondés sur la nature » pour la reforestation, la restauration des écosystèmes et l'agriculture du carbone. <https://www.shell.com/energy-and-innovation/new-energies/nature-based-solutions.html#iframe=L3dlYmFwcHMvMjAxOV9uYXR1cmVfYmFzZWRFc29sdXRpb25zL3VwZGF0ZS8>.

## Marché du carbone, compensations carbone et agriculture carbonnée : la réalité derrière la rhétorique

L'agriculture régénératrice et les solutions fondées sur la nature sont souvent invoquées dans le contexte de l'agriculture carbonnée, de la compensation des émissions de carbone et des systèmes de marché du carbone. L'agriculture carbonnée est souvent utilisée comme synonyme d'agriculture régénératrice,<sup>ix</sup> ou y est étroitement liée,<sup>x</sup> dans les discussions sur la séquestration du carbone dans le sol. Les gouvernements et entreprises se mobilisent également en faveur de l'« agriculture carbonnée », la Commission européenne soulignant sa valeur en tant que « nouvelle source de revenus pour les gestionnaires des terres ». <sup>49</sup> Les recherches menées par GRAIN ont révélé que la plupart des programmes d'agriculture carbonnée dans le monde sont dirigés par ou liés à des multinationales de l'agroalimentaire comme Yara et Cargill, sont généralement situés dans des zones de production de matières premières à grande échelle, et se concentrent presque entièrement sur des rotations avec des cultures de couverture et un travail du sol réduit ou inexistant, nécessitant souvent l'utilisation d'herbicides à large spectre. <sup>50</sup> Les organisations d'agriculteurs et de la société civile ont reproché aux programmes d'agriculture carbonnée d'échouer à réduire ou à éliminer durablement les émissions de carbone, d'accroître la concentration de la propriété foncière, de renforcer le pouvoir des grandes entreprises agroalimentaires et d'exclure les agriculteurs qui ont déjà investi dans l'assainissement des sols. <sup>51</sup> En outre, le dernier rapport du GIEC sur l'atténuation du changement climatique a conclu à l'absence de relation directe entre les sources d'émissions industrielles et la séquestration du carbone dans le sol, moins sûre scientifiquement, de sorte que l'agriculture carbonnée « ne peut pas compenser entièrement le retard pris dans d'autres secteurs ». <sup>52</sup>

L'agriculture carbonnée est étroitement liée aux marchés et à la compensation carbone. Mis en place dans de nombreux secteurs, ils permettent aux pollueurs de continuer à émettre tandis que d'autres acteurs réduisent ou éliminent certaines émissions pour « compenser » celles de la première partie. Les marchés du carbone sont au cœur de la vision de l'agriculture fondées sur la nature et/ou régénératrice promue par la société américaine de technologie agricole Indigo Ag. Depuis 2019, l'entreprise génère des crédits carbone en mesurant le carbone contenu dans le sol des champs agricoles et en vendant ces crédits aux entreprises souhaitant réduire leur empreinte carbone. <sup>53</sup> Deux des principaux acheteurs de ces crédits sont Barclays et JPMorgan Chase, qui comptent parmi les principales banques finançant l'extraction de combustibles fossiles dans le monde, notamment les projets prévus ou en cours de développement par ExxonMobil, BP et Total. <sup>54</sup>

En résumé, il existe des points communs entre l'agroécologie, l'agriculture régénératrice et les solutions fondées sur la nature. **Ces trois termes sont sous-tendus par une vision des agroécosystèmes comme des systèmes circulaires potentiellement autonomes**, qui peuvent être équilibrés en interne selon des principes écologiques au sens scientifique et technique. Toutefois, dans la pratique, ces termes sont

utilisés de manières diverses et souvent superficielles (voir ci-dessous). La réduction des intrants externes est également une préoccupation commune. Ces thèmes communs remontent au mouvement environnemental émergent de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, qui a commencé à influencer la recherche et la pratique agricoles à partir des années 1980, dans le sillage de la première révolution verte.

<sup>ix</sup> Selon le Carbon Cycle Institute, « l'agriculture carbonnée est synonyme d'« agriculture régénératrice » lorsque ce terme est explicitement ancré dans une compréhension de la dynamique sous-jacente du système et des processus de rétroaction positive qui rendent possible une spirale ascendante « régénératrice » de la fertilité des sols et de la productivité agricole ». Dans Carbon Cycle Institute. « What is Carbon Farming? » Consulté le 13 mars 2022. [www.carboncycle.org/what-is-carbon-farming/](http://www.carboncycle.org/what-is-carbon-farming/).

<sup>x</sup> Cargill, par exemple, affirme que ses programmes d'agriculture carbonnée soutiennent l'agriculture régénératrice. Voir Cargill, « Regenerative Agriculture », <https://www.cargill.com/sustainability/regenerative-agriculture>.

Mais comme décrit ci-dessus, il existe aussi des différences. **La quête du mouvement agroécologique pour la restauration et la durabilité de l'environnement est indissociable de sa recherche du bien-être social et culturel, de l'inclusion, de l'équité et de la justice.** Il s'agit notamment de mettre l'accent sur la pluralité des connaissances, propre à l'agroécologie. Les **définitions de l'agriculture régénératrice et des solutions fondées sur la nature ont souvent une portée plus limitée**, dans la mesure où elles se réfèrent principalement aux systèmes naturels et à la restauration et la préservation de l'environnement. Les dimensions humaines et sociales sont considérées comme largement exogènes et apparaissent généralement sous la forme limitée de mesures de performance économique.

Une autre différence très importante est **la profondeur historique de la recherche, de la pratique et de l'activisme qui sous-tend l'agroécologie en tant que science, pratique et mouvement**,<sup>55</sup> et qui a conduit,

par de nombreux efforts, à une institutionnalisation de l'agroécologie dans le cadre des « 10 éléments » de la FAO et des « 13 principes » du HLPE. Ces derniers constituent une définition précise de l'agroécologie et fournissent des lignes directrices pour les programmes d'agriculture durable ainsi que des critères permettant de les mesurer et de les rendre responsables. L'agriculture régénératrice et les solutions fondées sur la nature n'ont pas ce degré de pénétration et d'acceptation auprès des organismes consultatifs internationaux et techniques ou des mouvements sociaux. Toutefois, il convient de noter qu'aucun de ces trois termes n'a été systématiquement adopté par les organismes scientifiques traditionnels (p. ex. académies des sciences).

Dans la section suivante, nous examinons comment ces termes sont utilisés dans les espaces de gouvernance mondiale sur l'alimentation, le climat et la biodiversité, en nous demandant dans quelle mesure ces usages reflètent leur sens prédéfini dans la littérature et le discours, et si les termes sont recadrés par ces Sommets et dans quel but.

#### ENCADRÉ 4

### Autres termes et approches présents dans les débats sur les systèmes alimentaires

Outre l'agriculture régénératrice, l'agroécologie et les solutions fondées sur la nature, les termes pour décrire les transformations du système alimentaire dans les espaces politiques et de développement mondiaux sont (de plus en plus) nombreux.

Certains termes, comme « agriculture durable », sont utilisés pour décrire de manière générale des pratiques axées sur l'environnement. D'autres, comme « neutre en carbone », « zéro carbone » ou « intelligent face au climat », ont une portée plus restreinte et se concentrent principalement sur la réduction des émissions de carbone dans les systèmes de production. Ces concepts sont parfois décrits en termes expansifs, comme la vision d'AIM for Climate de l'« agriculture intelligente face au climat » en tant qu'approche intégrée de lutte contre la faim dans le monde et le changement climatique, mais ils offrent généralement des visions beaucoup plus étroites de la durabilité.<sup>XI</sup>

Une autre catégorie distincte existe pour décrire l'intensification de l'agriculture par des moyens durables. Des termes tels que « intensification durable », « productivité durable » et « agriculture de précision » reflètent un intérêt pour l'augmentation des rendements et/ou le développement des systèmes de production tout en limitant les impacts sur l'environnement naturel.

Des termes encore plus spécialisés, tels que « technologies biosourcées », « approches écosystémiques », « agriculture de conservation », systèmes « circulaires » et « agriculture favorable à la biodiversité », mettent davantage l'accent sur les éléments naturels (plutôt qu'humains) des systèmes alimentaires.

XI Voir la prochaine enquête de DeSmog sur AIM for Climate, une initiative menée par les États-Unis et les Émirats arabes unis qui promeut des changements marginaux à l'agriculture industrielle en tant qu'agriculture intelligente face au climat.



# UTILISATION DE CES TERMES DANS LES ESPACES POLITIQUES ET FINANCIERS MONDIAUX

Il convient dès lors de noter qu'il reste difficile d'inscrire les systèmes alimentaires dans les programmes mondiaux de haut niveau sur la biodiversité et le climat. Les COP sur le climat, notamment, n'ont accordé que peu d'espace aux systèmes alimentaires, jusqu'à la COP27 (en novembre 2022), qui marque un changement significatif en consacrant une journée à « l'adaptation et l'agriculture ».

Là où la question des systèmes alimentaires a été soulevée dans les espaces politiques dédiés à la biodiversité et au climat, les discussions sont restées très génériques. En effet, lorsque les systèmes

alimentaires ont été abordés au cours des deux jours de la COP26 consacrés à la « Nature et à l'utilisation des terres », la Conférence a privilégié le terme d'« agriculture durable ». Même dans les dialogues sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT) de la COP26, les références à des visions spécifiques du système alimentaire sont peu nombreuses, aucun des trois termes ne figurant dans les documents FACT les plus importants ou dans les rapports de sortie pour l'Afrique ou l'Asie.<sup>56</sup> De même, les événements liés à l'agriculture dans le cadre de la CDB ne font que peu ou pas référence à l'agroécologie, à l'agriculture régénératrice, aux solutions fondées sur la nature ou à toute



autre terminologie spécifique : l'expression « agriculture durable » a été privilégiée lors d'un dialogue mondial de deux jours en juillet 2021 sur le rôle de l'alimentation et de l'agriculture par rapport au cadre post-2020.<sup>57</sup>

Dans ce contexte, beaucoup ont perçu l'UNFSS comme une opportunité de mettre l'alimentation et l'agriculture sous les projecteurs de la scène mondiale, même si, dans cet espace dédié, savoir comment parler des systèmes alimentaires demeure une question délicate. En ce qui concerne la gouvernance du système alimentaire mondial, le CSA s'engage avec sa réforme dans une vision complète de la durabilité, combinant les dimensions environnementales et sociales, et est considéré comme l'un des meilleurs exemples d'élaboration de politiques mondiales inclusives.<sup>58</sup> Son rôle restreint dans l'UNFSS n'est pas de bon augure pour la transformation des systèmes alimentaires et soulève des inquiétudes quant à l'influence excessive

des intérêts des entreprises dans la gouvernance du système alimentaire mondial (voir ci-dessous).

Néanmoins, en se penchant sur ces espaces de gouvernance, on peut identifier plusieurs mentions des trois termes sur lesquels nous nous concentrons ici, à savoir agroécologie, agriculture régénératrice et solutions fondées sur la nature, et observer des tendances dans leur utilisation et ses objectifs au sein des différents forums. Les exemples d'utilisation de ces termes dans les espaces de financement, des programmes d'agri-développement dirigés par des donateurs aux programmes de durabilité des entreprises fournis ci-dessous offrent un aperçu plus complet (mais nullement exhaustif) de la façon dont les discours autour des systèmes alimentaires sont développés et déployés.

Les principaux résultats obtenus dans ces contextes sont présentés ici et détaillés plus avant dans l'étude de fond :



## 3.1 SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Très présente à l'UNFSS, controversée lors de certaines négociations de la COP26, l'expression « solutions fondées sur la nature » s'est imposée à la CDB, où elle est fortement encouragée par certaines parties et tout autant combattue par d'autres dans les négociations en cours sur le cadre mondial pour la biodiversité post-2020.

### Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)

Les solutions fondées sur la nature ont occupé une place prépondérante durant l'UNFSS, malgré une préférence pour l'adjectif « respectueux de la nature » au début du Sommet.<sup>XII</sup> L'agroécologie a été principalement classifiée comme *type de solution fondée sur la nature*, émergeant comme une « solution révolutionnaire » pour cette piste (voir ci-dessous).<sup>XIII</sup> Dans toute la littérature du sommet, les termes « fondé sur la nature » et « respectueux de la nature » ont été accolés de manière générique à une série de sujets, laissant à penser qu'ils sont utilisés de manière vague et aspirationnelle, voire pour masquer des approches spécifiques et hautement critiquées (p. ex. compensations carbone, voir section 2) promues par certains partisans des solutions fondées sur la nature. Par exemple, les documents et processus

du Sommet font référence, entre autres, aux systèmes alimentaires respectueux de la nature, à l'agriculture respectueuse de la nature, aux approches, pratiques et solutions respectueuses de la nature, aux intrants respectueux de la nature, à la production/aux systèmes de production respectueux de la nature, à l'innovation, aux connaissances et aux technologies respectueuses de la nature, aux modèles de financement et d'entreprise respectueuses de la nature, aux chaînes d'approvisionnement respectueuses de la nature et aux voies de développement respectueuses de la nature. Le terme a également été utilisé à certains endroits pour désigner des systèmes de production spécifiques, tels que l'élevage respectueux de la nature et l'élevage d'insectes respectueux de la nature.<sup>59</sup>

En outre, le concept de solutions fondées sur la nature a considérablement évolué au cours du Sommet, probablement sous la pression des plus hostiles à ce terme. Malgré l'absence de garantie de l'utilisation systématique de ces cadrages plus complets, à la fin du sommet, les définitions de travail avaient considérablement évolué, passant d'un concept lié principalement aux objectifs de durabilité environnementale à un concept englobant également les objectifs d'approvisionnement alimentaire et de nutrition saine (voir figure 3).

XII L'analyse menée pour l'étude de fond a trouvé peu d'occurrences de l'expression « fondée sur la nature », bien qu'elle apparaisse (de manière peut-être surprenante) dans le résumé et la déclaration d'action sur le Sommet de la présidence du Secrétariat général. Dans ce résumé, « Favoriser les solutions fondées sur la nature » a été identifié comme l'un des cinq principaux domaines d'action, s'écartant ainsi de l'utilisation du terme « respectueux de la nature », préféré dans la plupart des documents du sommet.

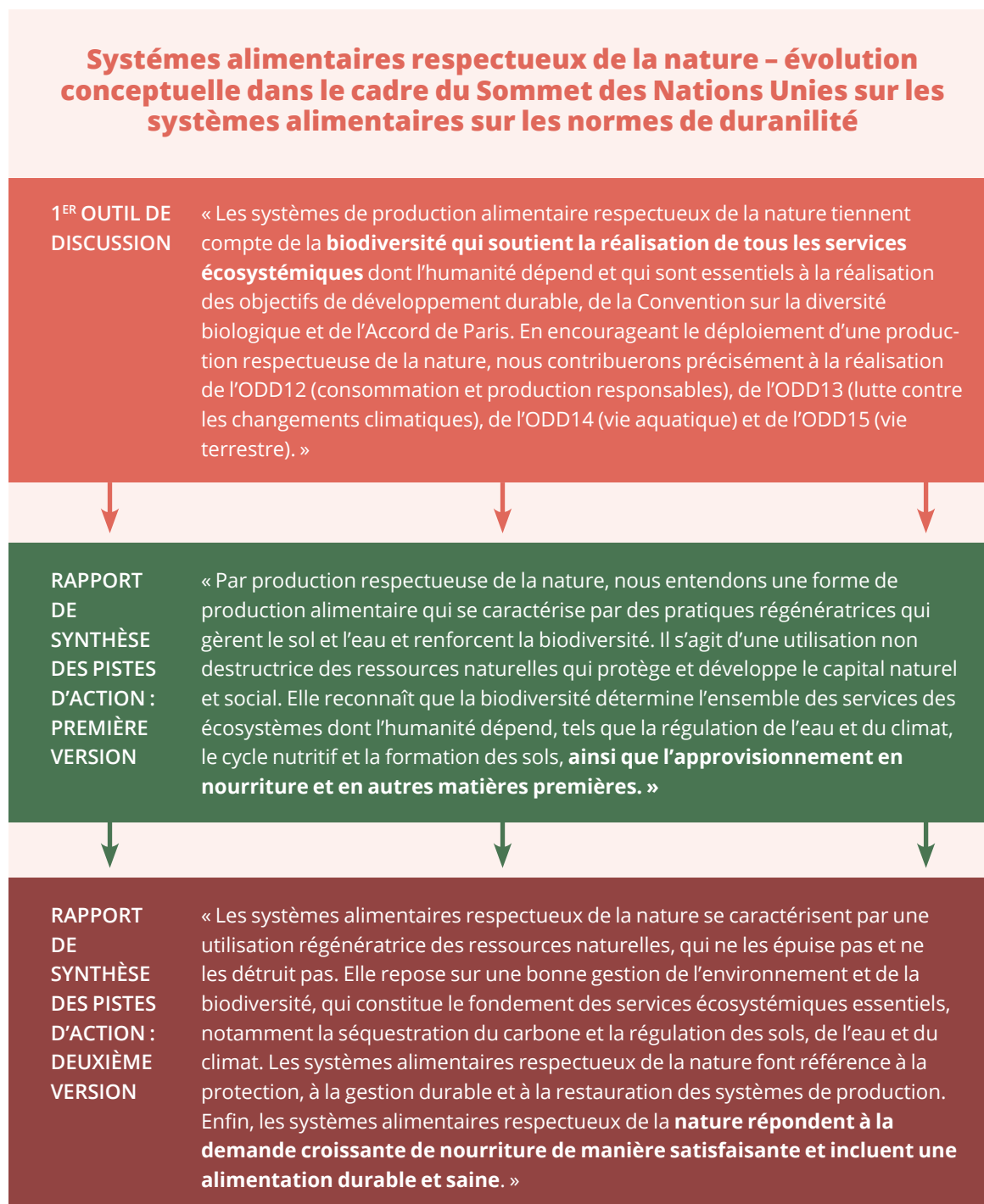
XIII Entre décembre 2020 et mai 2021, les organisateurs du sommet ont lancé un appel public à des « propositions pour révolutionner » les systèmes alimentaires, qu'ils ont évaluées et consolidées en plusieurs groupes de solutions sous différentes pistes d'action et présentées lors du pré-sommet et du sommet, cf. <https://foodsystems.community/game-changing-propositions-solution-clusters/>.

## 26<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26)

Bien qu'aucun des trois termes n'ait eu beaucoup de poids lors de la COP26 et que peu de place ait été accordée à l'alimentation et à l'agriculture lors du sommet, certains États membres se sont opposés à l'utilisation de ce terme en raison de l'absence de définition et de principes clairs.<sup>60</sup> Des efforts ont été déployés dans des domaines spécifiques des travaux liés à la COP pour élaborer une compréhension commune du concept derrière ces mots. Une section

du rapport Dasgupta sur l'économie de la biodiversité traite notamment des recommandations et du soutien aux solutions fondées sur la nature. Il en fournit une définition large mais relativement complète : « Action visant à protéger, gérer durablement et restaurer les écosystèmes naturels ou modifiés tout en apportant simultanément des avantages pour le bien-être humain et la biodiversité ». <sup>61</sup> Toutefois, les références aux solutions fondées sur la nature ont finalement été supprimées du Pacte climatique de Glasgow, le document final des négociations de la COP26. <sup>62</sup>

FIGURE 3



Sources : <sup>65</sup>

## 15<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15)

Généralement, ce sont les termes « biodiversité », « services écosystémiques » et « agriculture durable » qui ont été utilisés lors des discussions sur l'alimentation et l'agriculture dans la première partie de la CDB. Toutefois, les solutions fondées sur la nature ont été mentionnées dans une note de bas de page de la déclaration de haut niveau de la conférence (Déclaration de Kunming). En outre, les solutions fondées sur la nature ont occupé une place de choix dans les discussions du groupe de travail sur la formulation des objectifs en matière de biodiversité. Les références aux solutions fondées sur la nature ne sont pas exclusivement liées à l'agriculture, mais concernent généralement les réponses politiques au changement climatique, notamment l'objectif relatif à l'atténuation/adaptation. Faisant écho aux négociations de la COP26, le terme a été considéré comme controversé, et son inclusion dans les délibérations de la conférence, contestée.

Lors des réunions sur la formulation des objectifs en matière de biodiversité, les délégations de plusieurs États membres ont insisté pour que les solutions fondées sur la nature soient utilisées à la place des « approches fondées sur les écosystèmes », tandis que d'autres souhaitaient inclure les deux et/ou élargir les termes.<sup>xiv</sup> Plusieurs délégations se sont opposées à toute mention au motif que les solutions fondées sur la nature sont « hors du champ d'application de la convention ».<sup>63</sup> Un commentaire de la délégation namibienne reflète bien la controverse : « Si le terme [solutions fondées sur la nature] [*sic*] est réintroduit dans le texte, veuillez... ajouter, entre parenthèses, [colonialisme du carbone] comme sens alternatif de ce concept litigieux, qui n'a pas été accepté dans la CDB ».<sup>64</sup> L'inclusion de ce terme en note de bas de page dans la déclaration de Kunming reflète ces divisions. Il sera important de surveiller si et comment celles-ci figurent dans l'adaptation du Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 dans la deuxième partie de la conférence en 2022.



### 3.2 AGROÉCOLOGIE

L'agroécologie, terme auquel la FAO et le HLPE ont donné une substance formelle, a été beaucoup moins invoquée dans les trois forums. Tant à l'UNFSS qu'à la COP26, l'agroécologie ne semble pas être un concept distinctif ou clairement défini, mais est plutôt utilisée comme descripteur général parallèlement à d'autres terminologies, tout en figurant de manière forte et holistique dans les pistes de travail parallèles et les mobilisations liées au sommet.

#### Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)

L'attention insuffisante portée à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire est l'une des raisons pour lesquelles des centaines de groupes de la société civile ont boycotté l'UNFSS, dont les résultats restent très contestés. Bien que ces trois termes apparaissent dans le rapport du groupe scientifique de l'UNFSS intitulé « Science and Innovations for Food

Systems Transformation and Summit Actions », <sup>xv</sup> l'agroécologie est le plus souvent utilisée dans la documentation de l'UNFSS pour décrire et soutenir la terminologie « respectueuse de la nature ». Des descriptions nombreuses et parfois divergentes de l'agroécologie comme moyen de créer des systèmes alimentaires durables peuvent être trouvées dans la liste des propositions de la Piste d'Action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature. Cette liste inclut notamment une série d'appels à l'investissement dans l'agroécologie : certains se concentrent sur la participation des entreprises, et l'un des collaborateurs souligne l'importance de définir l'agroécologie.<sup>66</sup> Même après avoir été placée dans une catégorie distincte lors du Sommet, l'agroécologie a souvent été associée à l'agriculture régénératrice ou à l'agriculture respectueuse de la nature. La notion a également été associée à des discussions sur les systèmes alimentaires et de connaissances des peuples autochtones, des thèmes également abordés lors du sommet.<sup>67</sup>

XIV L'inclusion de solutions fondées sur la nature a été soutenue par l'Australie, le Chili, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse. La Chine et le Mexique ont proposé des « solutions fondées sur la nature avec des approches fondées sur les écosystèmes et les droits humains », et l'UE, des « solutions fondées sur la nature avec des garanties sociales/socioculturelles et environnementales et des approches fondées sur les écosystèmes ». Convention sur la diversité biologique, « COP15: Report by the Co-Leads of Contact Group 2, Targets 1 to 8: "Reducing Threats for Biodiversity" », 7 septembre 2021, 29, <https://www.cbd.int/doc/c/630c/b3b6/123a8b952cf5995dd584d18c/wg2020-03-cg-02-report-en.pdf>.

XV Ce rapport avait pour vocation de fournir un cadre et des preuves scientifiques auxquels les participants pouvaient accéder et se référer pour faire leurs suggestions et prendre leurs engagements. Les termes sont utilisés sensiblement de la même manière tout au long du rapport, et il est également fait référence à d'autres recherches sur ces termes (notamment l'agroécologie). Comme le reste du sommet, le rapport comprend une section consacrée à la « promotion des solutions et de la production basées sur la nature », qui reprend de nombreux articles à ce propos. L'UNFSS et le Groupe scientifique, « UNFSS : Science and Innovations for Food Systems Transformation and Summit Actions ».

Dans le cadre de l'UNFSS, l'agroécologie a été utilisée de manière plus réfléchie et présentée non seulement comme une voie vers la durabilité environnementale, mais aussi comme un moyen de cohésion sociale, de réduction des inégalités et d'autonomisation des communautés locales et de leurs systèmes de connaissances. Ces perspectives ont été brièvement mises en avant lorsqu'une session sur l'agroécologie a été ajoutée au pré-sommet suite aux critiques de l'ordre du jour par les gouvernements et les groupes de la société civile.<sup>XVI</sup> Cependant, l'agroécologie a conservé une place secondaire dans les déclarations et les documents finaux de haut niveau. La terminologie finalement privilégiée par le comité consultatif de l'UNFSS, notamment les solutions respectueuses de la nature et fondées sur la nature, témoigne de l'impact des entreprises et d'autres acteurs influents sur le programme de l'UNFSS.<sup>68</sup>

Dans le sillage du Sommet, une vision holistique de l'agroécologie, enracinée dans les 13 principes, a été portée par la Coalition pour l'agroécologie. Ceci constitue une réponse directe aux visions très divergentes de l'agroécologie et une tentative d'institutionnaliser davantage sa vision holistique dans les négociations sur l'avenir des systèmes alimentaires.<sup>XVII</sup>

## 26<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26)

L'agroécologie est restée largement absente de l'ordre du jour de la COP26, au cours de laquelle la présidence britannique a présenté une série de promesses d'investissement dans des systèmes alimentaires intelligents face au climat.<sup>69</sup> De plus, l'agroécologie n'a été mentionnée qu'une seule fois dans les dialogues FACT. En revanche, l'agroécologie figure en bonne place dans le rapport sur l'atelier organisé par l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture de la CCNUCC.<sup>XVIII</sup>

Les références à l'agroécologie au cours de cet atelier reposaient sur des définitions complètes et communément admises, qui comprenaient des composantes sociales et écologiques. À ce titre, plusieurs participants ont convenu que l'agroécologie était la meilleure approche pour un nouveau système de production alimentaire,<sup>XIX</sup> car elle vise à atteindre « les objectifs d'adaptation, de résilience et d'atténuation tout en contribuant à la conservation de la biodiversité, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux objectifs

sociaux de manière intégrée ». <sup>70</sup> Alors que l'agroécologie a été négociée pour la première fois dans le cadre des processus de la CCNUCC, elle ne figure pas encore dans les textes finaux issus du processus de Koronivia. Cela reflète probablement les obstacles géopolitiques à l'adoption d'une vision audacieuse de la réforme du système alimentaire. C'est peut-être aussi révélateur de l'absence de terminologies communes et mutuellement définies et, par conséquent, de l'extrême vigilance des gouvernements.

## 15<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15)

L'agroécologie ne figure pas dans le document final de la CDB le plus important à ce jour, à savoir la déclaration de Kunming. Le terme n'a pratiquement pas été évoqué, hormis dans les réunions sur les objectifs 1 à 10 (principalement l'objectif 10), liés à la gestion durable de l'agriculture, de l'aquaculture et de la sylviculture.<sup>71</sup> L'agroécologie a occupé une place importante dans ces négociations, plusieurs États membres et organisations internationales ayant proposé son intégration dans la formulation des objectifs en matière de biodiversité.<sup>XX</sup> Il semblerait que les références à l'agroécologie dans le contexte de la CDB soient en accord avec les 13 principes, mais pas systématiquement. Certains évoquent l'agroécologie comme un ensemble de pratiques, d'autres la présentent comme une alternative plus holistique aux systèmes de production en monoculture (et à leur dépendance aux produits agrochimiques), d'autres encore l'associent à la biodiversité agricole et aux systèmes alimentaires des peuples autochtones.<sup>72</sup>

## Espaces de financement

Dans les espaces de financement, l'agroécologie est parfois employée pour désigner l'agriculture intelligente face au climat, ce qui reflète l'importance accordée à ses composantes environnementales et de résilience climatique dans les cercles de donateurs, ainsi qu'une approche discursive souple qui ne parvient pas à différencier l'agroécologie de termes plus restreints. Par exemple, un programme d'inclusion des jeunes de la Banque mondiale au Maroc prévoit un projet pilote visant à promouvoir l'agroécologie pour améliorer la résilience au climat. Ainsi, les agriculteurs bénéficient d'un soutien pour

XVI Dix pays ont signé une lettre adressée au Secrétaire général adjoint des Nations unies et à l'envoyé spécial, demandant qu'une session sur l'agroécologie soit ajoutée à l'ordre du jour du pré-sommet de Rome.

XVII Pour en savoir plus sur la Coalition pour l'agroécologie : La coalition pour la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie, voir <https://agroecology-coalition.org/>.

XVIII Ces ateliers ont réuni des représentants d'organisations intergouvernementales (dont la FAO, le FIDA et le PNUE), des parties à la Convention, le secteur privé, la société civile, des organismes de recherche et des représentants d'agriculteurs.

XIX Parmi les participants favorables à l'agroécologie à l'atelier de Koronivia figuraient des représentants d'ONG environnementales, du groupe Afrique, des pays les moins avancés et de l'UE, tandis que les États-Unis et l'Inde étaient dans le camp des parties opposées à son inclusion.

XX Les parties qui ont mis en avant l'agroécologie sont la Bolivie, l'UE et la Suisse, ainsi que les observateurs de la conférence, les Amis de la Terre et le Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité.

adopter des pratiques intelligentes sur le plan climatique, l'agroécologie étant assimilée à l'agriculture intelligente face au climat. Cependant, une évolution considérable est en cours dans ce domaine, plusieurs bailleurs de fonds adoptant une vision plus globale de l'agroécologie. Les programmes suisses de développement agricole font régulièrement référence à une vision systémique de l'agroécologie.<sup>73</sup> L'agence allemande de développement (BMZ) préconise également des approches agroécologiques pour parvenir à « une transformation socialement

juste et écologiquement durable des systèmes agricoles et alimentaires ».<sup>74</sup> Bien que moins présente dans les documents de haut niveau, l'agroécologie figure dans un certain nombre de cadres de partenariats régionaux et nationaux de la Commission européenne. Plusieurs donateurs philanthropiques invoquent déjà abondamment l'agroécologie et s'en servent comme cadre pour guider leurs choix de financement, mais les fondations Gates et Rockefeller constituent des exceptions majeures (voir l'étude de fond).



### 3.3 AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'agriculture régénératrice est la notion la moins répandue au sein des espaces politiques évoqués dans ce document. Elle n'a pas encore été mentionnée lors des réunions préparatoires à la CDB. Lors de l'UNFSS et de la COP26, elle a été utilisée de manière irrégulière, sans réelle définition, et approximativement par rapport à d'autres terminologies (notamment l'agroécologie). L'agriculture régénératrice occupe néanmoins une place de plus en plus importante dans les systèmes de durabilité des entreprises, où elle est souvent définie de manière détaillée, mais rarement exhaustive ou cohérente, et est devenue un terme fourre-tout pour les pratiques axées sur la conservation des sols et l'atténuation des gaz à effet de serre. La notion gagne également du terrain parmi les donateurs bilatéraux et philanthropiques, pour qui elle sert principalement à décrire de manière générique les pratiques agricoles durables.

#### **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)**

À l'instar de l'agroécologie, l'agriculture régénératrice apparaît souvent dans les documents de l'UNFSS comme description générique ou, parfois, comme partie intégrante de la définition des solutions respectueuses de la nature. Ce terme est parfois utilisé de manière interchangeable avec celui d'« agriculture durable ».

#### **26<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26)**

L'agriculture régénératrice a rarement été mentionnée dans les travaux principaux de la COP26. Toutefois, dans le prolongement du sommet sur le climat, la

World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), une plateforme commerciale mondiale réunissant plus de 200 entreprises internationales, a dévoilé Regen10. Regen10 est présenté comme « un plan d'action collectif ambitieux visant à développer les systèmes de production alimentaire régénératifs dans le monde entier en l'espace d'une décennie... D'ici 2030, on espère que plus de 50 % de la nourriture mondiale pourra être produite d'une manière qui aura des effets positifs sur les personnes, la nature et le climat ».<sup>75</sup> Cette initiative souligne l'importance croissante de l'agriculture régénératrice dans le milieu des affaires. Elle peut également témoigner du statut de stratégie de gestion d'image et de fourre-tout pour les questions de durabilité plutôt que de cadre complet pour le changement du système alimentaire de cette initiative aux yeux de ces acteurs (voir ci-dessous et section 4).

#### **Espaces de financement**

L'agriculture régénératrice prend pied dans les espaces de financement. Comme l'agroécologie, l'agriculture régénératrice commence à apparaître dans certains programmes régionaux et nationaux de la Commission européenne. Le terme est repris plus systématiquement par d'autres donateurs, mais souvent de manière interchangeable avec d'autres formulations. Par exemple, dans le cadre de son initiative Feed The Future (FTF), l'USAID promeut une « agriculture intelligente et régénératrice face au climat », une « intensification durable », des modèles commerciaux qui valorisent et prennent en compte les ressources naturelles, des « impacts respectueux de la nature » et une « productivité durable ».<sup>76</sup> De même, la Banque mondiale inscrit l'agriculture régénératrice (au même

titre que l'agriculture de précision et l'agriculture de conservation) dans le concept d'agriculture intelligente face au climat.<sup>77</sup> L'agriculture intelligente face au climat, définie comme « une approche intégrée de la gestion des paysages [...] qui répond aux défis interdépendants de la sécurité alimentaire et de l'accélération du changement climatique », mobilise plus de la moitié des financements agricoles de la Banque.<sup>78</sup>

## **Sociétés agroalimentaires**

Les grandes sociétés agroalimentaires font avancer le discours sur l'agriculture régénératrice. Nestlé, Pepsico et Archer-Daniels-Midland (ADM), par exemple, ont déclaré vouloir mettre en œuvre une agriculture régénératrice « à grande échelle ».<sup>79</sup> En parallèle, le PDG de Walmart a annoncé : « Nous voulons jouer un rôle important dans la transformation des chaînes d'approvisionnement mondiales afin qu'elles soient régénératrices ».<sup>80</sup> Les initiatives de « régénération » des sociétés, souvent entreprises en partenariat avec Nature Conservancy et d'autres groupes de protection de la nature, ont un lien direct avec les problèmes de durabilité environnementale, tels que la déforestation, les émissions de carbone, la dégradation des sols et la perte de biodiversité. Les dimensions sociales de la durabilité sont rarement liées à l'agriculture régénératrice (bien que ces mêmes sociétés puissent avoir des initiatives distinctes sur le travail des enfants, le genre, etc.).

En outre, toute une série d'engagements disparates tendent à être inclus dans ces programmes de « régénération », laissant entendre que pour de nombreuses entreprises agroalimentaires, l'agriculture régénératrice représente une opportunité de reconditionner des engagements existants plutôt qu'un cadre global pour le changement du système alimentaire. L'atténuation des émissions de GES est souvent mise en avant. À titre d'exemple, sous la bannière des engagements régénérateurs, Syngenta vise à réduire l'intensité opérationnelle de carbone de 50% d'ici 2030, tout en s'engageant à mettre en œuvre une agriculture régénératrice pour réaliser sa « feuille de route Net Zero ». De son côté, Walmart promet d'intégrer dans sa chaîne d'approvisionnement de nombreux produits « zéro déforestation » d'ici 2040 (comme l'huile de palme, le bœuf et le soja) et compte les projets de suivi durable des produits de la mer et d'élevage intégré du bétail parmi ses engagements en faveur de l'agriculture régénératrice.<sup>81</sup> On pourrait penser que ces engagements ne nécessitent aucun changement fondamental de leurs modèles économiques. Ainsi, les engagements de Syngenta en faveur de la régénération de l'environnement dans le cadre de son « Good Growth Plan » s'inscrivent dans la continuité de la réduction (et non de l'élimination) des résidus agrochimiques dans les cultures.<sup>82</sup> Quant à Nestlé, les pratiques régénératrices et les projets de compensation des émissions de carbone servent à justifier les plans d'expansion de l'approvisionnement en produits laitiers, viande, huile de palme et soja, hautement polluants.<sup>83</sup>

# 4

## CONCLUSIONS



• Les trois notions examinées dans ce document partagent les **mêmes racines, mais suivent des chemins d'évolution distincts**. Ayant traversé un processus inclusif de légitimation politique, qui a abouti à l'adoption internationale d'éléments et de principes clés, la notion d'agroécologie est celle qui a atteint le plus haut degré de maturité conceptuelle et de clarté définitionnelle. L'agriculture régénératrice et les solutions fondées sur la nature n'ont pas ce

degré de pénétration et d'acceptation par les organes consultatifs et techniques internationaux. Elles manquent tout particulièrement d'approches pour aborder les déséquilibres de forces dans les systèmes alimentaires. En dépit d'efforts concluants pour parvenir à un accord international sur la définition de l'agroécologie, les utilisations et les interprétations continuent de varier entre les communautés de connaissances, de politiques et de pratiques.

- Les récits déployés dans les espaces de gouvernance mondiale sur l'alimentation, le climat et l'environnement façonnent la conception des acteurs politiques et leurs réponses aux défis du système alimentaire mondial. Les termes utilisés dans ces espaces revêtent des significations et des associations révélatrices de la situation actuelle par rapport aux récits et discours émergents. **Notre enquête sur l'UNFSS, la COP26 et la CDB indique des contestations importantes dans les négociations préliminaires autour de l'inclusion de termes dans l'agenda et dans les documents finaux.**
- De plus en plus de **termes intègrent les préoccupations de durabilité dans les systèmes alimentaires.** Bien qu'il ne s'agisse pas d'idées entièrement nouvelles, l'agriculture régénératrice et les solutions fondées sur la nature ainsi que la notion plus répandue d'agroécologie gagnent rapidement du terrain dans les milieux politiques et financiers mondiaux. Dans les forums sur la gouvernance et les débats politiques plus larges, **divers termes sont utilisés de manière vague et interchangeable, et la discussion reste souvent à un niveau générique et aspirationnel.** Permettre aux termes de coexister et d'être utilisés de manière interchangeable avec des significations fluides, plutôt que de les opposer et de les confronter directement, est une stratégie volontaire. Les sommets mondiaux peuvent et doivent aider à développer des compréhensions et des définitions communes de ces termes, tout en imposant de considérer ouvertement les similitudes et les différences entre eux et d'examiner minutieusement les visions divergentes qu'ils représentent.
- **Les solutions fondées sur la nature sont de plus en plus répandues dans les espaces de gouvernance, et ce malgré les préoccupations croissantes quant à l'absence de définition et de principes communs** (ou bien à cause de cette fluidité). Des groupes de la société civile mettent déjà en garde contre l'utilisation des solutions fondées sur la nature par les géants des combustibles fossiles et les entreprises agroalimentaires pour éco-blanchir leurs activités et continuer à développer leurs activités principales (et leurs émissions nettes) tout en s'engageant dans la compensation du carbone.<sup>84</sup> Les exemples ci-dessus confirment que les solutions fondées sur la nature sont souvent mentionnées de manière tout aussi mensongère dans les espaces de système alimentaire, de biodiversité et de gouvernance climatique analysés. Lors de ces sommets, le discours ancré dans les solutions fondées sur la nature (et la myriade de termes dérivés) reste axé sur de vagues aspirations, le type de solution dont nous avons besoin, plutôt que sur des approches spécifiques et des principes directeurs. L'ampleur et la fluidité du terme permettent la perpétuation d'une approche « toutes les options ci-dessus » du changement du système alimentaire et assimilent des technologies et des pratiques isolées à des paradigmes étoffés comme l'agroécologie (et, dans une moindre mesure, l'agriculture régénératrice). En effet, un cadre pour les solutions fondées sur la nature pourrait contribuer à maintenir des approches très critiquées fermement en place.
- En principe, la codification de l'agroécologie dans les « 10 éléments » de la FAO et les « 13 principes » du HLPE rend l'agroécologie beaucoup plus accessible et mesurable. Mais malgré sa maturité conceptuelle, **l'agroécologie n'est pas utilisée comme un cadre global pour le changement des systèmes alimentaires,** et ses multiples dimensions (sociales et écologiques) ne sont pas systématiquement référencées. Bien que les références à l'agroécologie se soient multipliées, les craintes que les espaces politiques mondiaux émergents et les acteurs influents du développement dépouillent le terme de sa portée semblent justifiées. Une vision plus holistique de l'agroécologie semble possible lorsque les gouvernements et les groupes de la société civile qui la soutiennent sont capables de prendre l'initiative et de la faire avancer dans des espaces choisis, comme on l'a vu dans des étapes spécifiques du processus de Koronivia et de la Piste 3 de la CCNUCC (et de la Coalition pour l'agroécologie qui en a résulté). Cependant, ces espaces risquent de devenir des réalités parallèles, et une forme de lot de consolation de l'agroécologie, laissant libre cours à la diffusion du terme avec peu de répercussions sur les textes et les résultats finaux.
- L'amalgame de termes disparates peut refléter un manque de profondeur dans l'engagement avec les différents concepts. Il pourrait également s'agir d'un **effort délibéré pour intégrer l'agroécologie dans un cadre de durabilité où les dimensions politiques (relatives à la distribution, la justice et la parole) sont intentionnellement négligées.**<sup>XXI</sup> Peter Rosset et Miguel Altieri prévenaient il y a quelques années qu'« il n'y a pas de meilleure façon d'apaiser les

XXI Il convient de noter que les organisations de la société civile et les mouvements sociaux alignés sur l'agenda de la « souveraineté alimentaire » ont critiqué l'UNFSS comme un espace qui a coopté l'agroécologie et d'autres « récits de transformation » utilisés par leurs mouvements. Voir Canfield, Duncan, et Claeys, « Reconfiguring Food Systems Governance ».



demandes des mouvements sociaux et de détourner leur défense de l'agroécologie en tant qu'alternative au capitalisme hégémonique que celle de capturer, coopter et supprimer son contenu antisystématique ». <sup>85</sup> De nombreux défenseurs affirment que l'agroécologie, en tant que concept explicitement politique, est plus difficile à appréhender pour les négociateurs internationaux. La suggestion d'une personne très en vue selon laquelle l'agroécologie menacerait d'entraîner l'UNFSS dans des batailles idéologiques illustre bien ces craintes. <sup>86</sup> Cependant, certains des obstacles peuvent être plutôt sémantiques que substantiels. Si la déclaration de Kunming ne parle pas d'agroécologie, force est de constater que c'est dans les débats sur le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 qu'une vision agroécologique fondée sur les 13 principes aura le plus de poids.

- **L'enthousiasme pour l'agriculture régénératrice parmi les entreprises et les bailleurs de fonds ne se traduit pas encore dans les espaces de gouvernance mondiale**, où l'utilisation du terme est rare et superficielle. Cela peut indiquer que d'autres termes tels que solutions basées sur la nature et agriculture intelligente face au climat sont déjà déployés dans ces espaces de manière à cadrer le changement du système alimentaire en termes relativement limités (avec une primauté aux dimensions environnementales, en particulier l'atténuation des GES, et un rôle clair pour les solutions basées sur le marché). Le peu d'importance accordé à l'agriculture régénératrice dans les forums de gouvernance pourrait soulager ceux qui craignent que, dans ces espaces, le terme soit simplement coopté et exploité afin d'amoindrir les engagements. Cependant, comme on l'a vu avec les solutions fondées sur la nature, les espaces multilatéraux peuvent parfois être utilisés pour forger des définitions communément admises (et plus complètes).

- Bien qu'ils ne soient pas étudiés en détail ici, l'établissement d'**espaces de gouvernance mondiale plus inclusifs** présente des défis majeurs. Le déséquilibre de forces des acteurs pour influencer ces processus impacte de toute évidence les cadres de la durabilité qui sont mis en avant. Le risque de voir les termes utilisés pour exprimer certains aspects de la durabilité être manipulés et déformés par des acteurs puissants et des intérêts particuliers est bien réel. En comparaison avec l'UNFSS et la COP26, la CDB semble être un espace potentiellement prometteur pour faire avancer les perspectives de transformation de la durabilité, avec la possibilité de confronter solidement différentes visions. Toutefois, à mesure que le processus évolue et que les efforts de lobbying s'intensifient, il conviendra de déterminer si et sous quelle forme ces discussions et concepts figureront dans la deuxième partie de la conférence en 2022. On observe également des évolutions prometteuses dans certains espaces et programmes dirigés par des donateurs qui proposent des processus plus inclusifs et accordent une plus grande attention à l'agroécologie.

# RECOMMANDATIONS

Dans le but de renforcer les perspectives de transformation des systèmes alimentaires dans les espaces de gouvernance mondiale, cette note de synthèse adresse les recommandations suivantes aux acteurs politiques, aux défenseurs et aux observateurs des espaces de gouvernance mondiale sur l'alimentation, le climat et l'environnement, y compris les délégués des États travaillant au niveau international :

- **Il est nécessaire d'arbitrer des idées et des priorités distinctes et concurrentes tout en reconnaissant que les systèmes alimentaires et leur gouvernance sont empreints de rapports de force inégaux** qui marginalisent les intérêts des paysans, des petits exploitants, des populations autochtones et d'autres groupes sociaux. Dépolitiser le débat sur la durabilité et ignorer les questions de justice, de distribution et de droits ne servira qu'à renforcer les dynamiques de pouvoir inégales et à créer des lieux de gouvernance divisés/ parallèles. L'UNFSS a démontré ce cercle vicieux. Pour éviter que cela ne se reproduise, il faut mettre en place des processus de gouvernance mondiale véritablement participatifs, grâce auxquels une conceptualisation plus complète des problèmes et des solutions des systèmes alimentaires peut être entreprise dès le départ.
- **Il convient de rejeter les solutions fondées sur la nature, telles qu'exprimées lors de l'UNFSS.** En l'absence de définitions cohérentes et communément admises, et à la lumière des risques de greenwashing, le terme doit être traité avec scepticisme s'il continue à être déployé dans les espaces de gouvernance de l'alimentation, de la biodiversité et du climat.
- Les discussions sur l'avenir des systèmes alimentaires seront enrichies si les acteurs utilisent les termes de manière cohérente dans les différents forums, en veillant à ce que les définitions largement acceptées soient transmises d'un espace de gouvernance à l'autre et soumises à un affinement supplémentaire au cours de ces itérations. **Une définition claire des principes, des objectifs et des pratiques permettra de jeter des ponts entre des concepts similaires et de mettre en évidence les différences là où les visions divergent.**
- La notion d'agriculture régénératrice est à la croisée des chemins. Mettre en évidence les principes communs à l'agroécologie en s'appuyant sur les mesures déjà prises parallèlement à l'UNFSS peut aider à se réappropriier l'agriculture régénératrice après sa cooptation par les entreprises et à repréciser le concept. Lorsque les termes sont chargés de sens par le biais de processus transparents et inclusifs, la coexistence de différentes voies de transformation, dotées de leurs propres cadres, accents et communautés de pratique, peut devenir une source de force dans la quête de la transformation du système alimentaire.

# NOTES DE FIN

- 1 Peter Newell et Olivia Taylor, « Contested Landscapes: The Global Political Economy of Climate-Smart Agriculture », *The Journal of Peasant Studies* 45, no 1 (2 janvier 2018) : 108–29, <https://doi.org/10.1080/03066150.2017.1324426>; Marie Hrabanski et Jean François Le Coq, « Climatisation of Agricultural Issues in the International Agenda through Three Competing Epistemic Communities: Climate-Smart Agriculture, Agroecology, and Nature-Based Solutions », *Environmental Science & Policy* 127 (1 janvier 2022) : 311–20, <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2021.10.022>; Eric Holt-Giménez et Miguel A. Altieri, « Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution », *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37, no 1 (1er janvier 2013) : 90–102, <https://doi.org/10.1080/10440046.2012.716388>.
- 2 UNFSS, « UNFSS: Pre-Summit », 2021, <https://www.un.org/en/food-systems-summit/pre-summit>.
- 3 UNFSS, « UNFSS: Documents and Reports », Nations Unies, 2021, <https://www.un.org/en/food-systems-summit/documentation>.
- 4 Présidence du Secrétariat général de l'UNFSS, « UNFSS Secretary-General's Chair Summary and Statement of Action on the UN Food Systems Summit », Nations Unies, 23 septembre 2021, <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/making-food-systems-work-people-planet-and-prosperity>.
- 5 Partha Dasgupta, *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review: Full Report*, mis à jour : 18 février 2021 (Londres : HM Treasury, 2021).
- 6 PNUÉ, « High Level Policy Forum and Dialogue – Collaboration and Cooperation: The Role of Communities, Science and NGOs in Biodiversity Conservation and Utilization » Successfully Held in Kunming, China », Programme des Nations Unies pour l'environnement, 29 octobre 2021, [http://www.unep-iemp.org/newsInfo\\_306.html](http://www.unep-iemp.org/newsInfo_306.html).
- 7 COP15, « COP15 : Rapport de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique sur sa quinzième réunion (partie I) », 15 octobre 2021, <https://www.cbd.int/doc/c/d707/6fca/f76569ac6b47ae9930a3b251/cop-15-04-en.pdf>.
- 8 A. Wezel et al., « Agroecology as a Science, a Movement and a Practice. A Review », *Agronomy for Sustainable Development* 29, no. 4 (1er décembre 2009) : 503–15, <https://doi.org/10.1051/agro/2009004>; Rosset et Altieri, *Agroecology*.
- 9 Miguel A. Altieri, *Agroecology: The Scientific Basis of Alternative Agriculture* (Division du contrôle biologique, Université de Californie, Berkeley, 1983).
- 10 M. Fukuoka, « L'Agriculture naturelle : Art du non-faire », *Tokyo: Japan Publications*, 1985.
- 11 D.C. Mountjoy et S.R. Gliessman, « Traditional Management of a Hillside Agroecosystem in Tlaxcala, Mexico: An Ecologically Based Maintenance System », *American Journal of Alternative Agriculture* 3, no. 1 (1988) : 3–10, <https://doi.org/10.1017/S0889189300002058>; Miguel A. Altieri, « Beyond Agroecology: Making Sustainable Agriculture Part of a Political Agenda », *American Journal of Alternative Agriculture* 3, no. 4 (1988) : 142–43, <https://doi.org/10.1017/S0889189300002411>.
- 12 Wezel et al., « Agroecology as a Science, a Movement and a Practice. A review. »
- 13 Paulo André Niederle et al., « A trajetória brasileira de construção de políticas públicas para a agroecologia », *Redes (St. Cruz do Sul Online)* 24, no.1 (3 janvier 2019) : 270–91, <https://doi.org/10.17058/redes.v24i1.13035>.
- 14 Miguel A. Altieri et J. Trujillo, « The Agroecology of Corn Production in Tlaxcala, Mexico », *Human Ecology* 15, no. 2 (1987) : 189–220, <https://doi.org/10.1007/BF00888380>; Jean Marc von der Weid, « As Práticas Inovadoras: Identificação, Sistematização, Difusão », *Proposta: Experiências Em Educação Popular* 36 (1988) : 8–13.
- 15 Robert Chambers, *Rural Development: Putting the Last First* (Londres : Longman Scientific & Technical, 1983); Robert Chambers, Arnold Pacey, et Lori Ann Thrupp, eds, *Farmer First : Farmer Innovation and Agricultural Research* (Rugby, 1989), <http://dx.doi.org/10.3362/9781780440149>.
- 16 Rosset et Altieri, *Agroecology*.
- 17 Stephen R. Gliessman, *Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems* (New York, USA: CRC Press, Taylor & Francis, 2007); C. Francis et al., « Agroecology: The Ecology of Food Systems », *Journal of Sustainable Agriculture* 22, no. 3 (17 juillet 2003) : 99–118, [https://doi.org/10.1300/J064v22n03\\_10](https://doi.org/10.1300/J064v22n03_10).
- 18 Le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire, « Déclaration du Forum International pour l'Agroécologie, Nyéléni, Mali : 27 février 2015 », *Development* 58, no. 2 (1 juin 2015) : 163–68, <https://doi.org/10.1057/s41301-016-0014-4>.
- 19 Racehl Bezner Kerr, et al., « Food, Fibre, and Other Ecosystem Products », dans : *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, eds. H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama, Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, 2022, p. 815, doi:10.1017/9781009325844.007.
- 20 Wezel et al., « Agroecology as a Science, a Movement and a Practice. A review. »
- 21 Imogen Bellwood-Howard et Santiago Ripoll, « Divergent Understandings of Agroecology in the Era of the African Green Revolution », *Outlook on Agriculture* 49, no. 2 (1 juin 2020) : 103–10, <https://doi.org/10.1177/0030727020930353>.
- 22 Omar Felipe Giraldo et Peter M. Rosset, « Agroecology as a Territory in Dispute: Between Institutionality and Social Movements », *The Journal of Peasant Studies* 45, no. 3 (19 mars 2018) : 545–64, <https://doi.org/10.1080/03066150.2017.1353496>; Rosset et Altieri, *Agroecology*.
- 23 FAO, *Les 10 éléments de l'agroécologie*.
- 24 HLPE, « Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables, propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition » (Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, 2019), <https://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>.
- 25 Melissa Leach et al., « Equity and Sustainability in the Anthropocene: A Social-Ecological Systems Perspective on Their Intertwined Futures », *Global Sustainability* 1 (ed 2018), <https://doi.org/10.1017/sus.2018.12>; Melissa Leach, Ian Scoones, et Andy Stirling, eds, *Dynamic Sustainable : Technology, Environment, Social Justice, Pathways to Sustainability Series* (Londres : Earthscan, 2010).
- 26 Kate Raworth, *La théorie du donut : L'économie de demain en 7 principes* (Londres : Random House Business Books, 2017).
- 27 Melissa Leach et al., « Transforming Innovation for Sustainability », *Ecology and Society* 17, no. 2 (2012), <https://doi.org/10.5751/ES-04933-170211>.
- 28 Commission de la FAO sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, *L'état de la biodiversité mondiale pour l'alimentation et l'agriculture*, Rome, Italie : FAO, 2019), <https://www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf>; FAO, « Agroecology Knowledge Hub. What Is Agroecology? », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, consulté le 17 février 2022, <http://www.fao.org/agroecology/overview/en/>.
- 29 FAO, *Les 10 éléments de l'agroécologie*.
- 30 Rachel Carson, *Printemps silencieux*, New Ed edition (Londres : Penguin Classics, 2000).
- 31 Rodale Institute, *The Story of Rodale Institute: Pioneer of the Organic Movement in America Since 1947*, 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=FoHws3VtrM>.
- 32 Rodale Institute, « Regenerative Organic Agriculture and Climate Change: A down-to-Earth Solution to Global Warming » (Rodale Institute, 2014).
- 33 Richard R. Harwood, « International Overview of Regenerative Agriculture », dans *Resource-Efficient Farming Methods for Tanzania* (Emmaus, PA: Rodale Press, 1983).

- 34 Christopher J. Rhodes, « Feeding and Healing the World: Through Regenerative Agriculture and Permaculture », *Science Progress* 95, no. 4 (1 décembre 2012): 443, <https://doi.org/10.3184/003685012X13504990668392>.
- 35 Rodale Institute, « Regenerative Organic Agriculture and Climate Change: A down-to-Earth Solution to Global Warming ».
- 36 Giller et al., « Regenerative Agriculture: An Agronomic Perspective' » *Outlook on Agriculture* 50, n° 1 (1 mars 2021) : 13–25, <https://doi.org/10.1177/0030727021998063>; Andrew McGuire, « Regenerative Agriculture: Solid Principles, Extraordinary Claims », *Center for Sustaining Agriculture and Natural Resources, Washington State University* (blog), 2018, <https://csanr.wsu.edu/regen-ag-solid-principles-extraordinary-claims/>.
- 37 Africa Regenerative Agriculture Study Group, « Regenerative Agriculture: An Opportunity for Businesses and Society to Restore Degraded Land in Africa » (International Union for Conservation of Nature, 2021), [https://www.iucn.org/sites/dev/files/regenerative\\_agriculture\\_in\\_africa\\_report\\_2021.pdf](https://www.iucn.org/sites/dev/files/regenerative_agriculture_in_africa_report_2021.pdf); Oakland Institute, « Regenerative Agriculture in Senegal », [oaklandinstitute.org](https://www.oaklandinstitute.org/regenerative-agriculture-senegal), 15 novembre 2015, <https://www.oaklandinstitute.org/regenerative-agriculture-senegal>.
- 38 Regeneration International, « About Regeneration International », 2022, <https://regenerationinternational.org/about-us-3/>.
- 39 Regeneration International, « What Is Regenerative Agriculture? », 16 février 2017, <https://regenerationinternational.org/why-regenerative-agriculture/>.
- 40 IPES-Food, « Un cadre unificateur pour la transformation des systèmes alimentaires », (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 2021), [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/sfsENhq.pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/sfsENhq.pdf).
- 41 L. Schreefel et al., « Regenerative Agriculture – the Soil Is the Base », *Global Food Security* 26 (1 septembre 2020) : 100404, <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100404>.
- 42 Duru, Michel, Jean-Pierre Sarthou, et Olivier Therond. « L'agriculture régénératrice : summum de l'agroécologie ou greenwashing ? », *Cahiers Agricultures* 31 (2022) <https://doi.org/10.1051/cagri/2022014>.
- 43 Gosia Wozniacka, « Does Regenerative Agriculture Have a Race Problem? », *CivilEats*, 5 janvier 2021, <https://civileats.com/2021/01/05/does-regenerative-agriculture-have-a-race-problem/>; Cornelia Li, « Regenerative Agriculture Needs a Reckoning », *The Counter* (blog), 3 mai 2021, <https://thecounter.org/regenerative-agriculture-racial-equity-climate-change-carbon-farming-environmental-issues/>; IPES-Food, « La politique des protéines : décrypter les discours sur la viande, le poisson et les "protéines alternatives" », (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 2022), [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/PoliticsOfProtein.pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/PoliticsOfProtein.pdf).
- 44 Kathy MacKinnon et Valerie Hickey, « Nature-Based Solutions to Climate Change », *Oryx* 43, n° 1 (janvier 2009) : 15–16; Leslie Mabon, « Nature-Based Solutions and the Green Economy », COP26 Briefing Series (Londres : The British Academy, 2021), <https://www.thebritishacademy.ac.uk/publications/nature-based-solutions-and-the-green-economy/>; Dóra Almássy, « Realising Potential of Nature-Based Solutions for a Transformative Societal Change », COP26 Briefing Series (Londres : The British Academy, 14 janvier 2022), <https://doi.org/10.5871/bacop26/9780856726781.001>.
- 45 Emmanuelle Cohen-Shacham et al., « Nature-Based Solutions to Address Global Societal Challenges », *UICN: Gland, Switzerland* 97 (2016) : 2016-36; Haibin Chen et al., « A Two-Step Strategy for Developing Cultivated Pastures in China That Offer the Advantages of Ecosystem Services », *Sustainability* 8, n° 4 (avril 2016) : 392, <https://doi.org/10.3390/su8040392>.
- 46 PNUE, « L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement se termine par 14 résolutions visant à réduire la pollution, à protéger et à restaurer la nature dans le monde entier », 2 mars 2022, <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/un-environment-assembly-concludes-14-resolutions-curb-pollution>.
- 47 WEF, « Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy » (Cologny/Genève Suisse : Forum économique mondial en collaboration avec PwC, 2020), [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_New\\_Nature\\_Economy\\_Report\\_2020.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_New_Nature_Economy_Report_2020.pdf).
- 48 Camille Parmesan et al., « Terrestrial and Freshwater Ecosystems and Their Services », dans : *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, eds. H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegria, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, 2022, pp. 197–377, doi:10.1017/9781009325844.004.
- 49 Direction générale de l'action pour le climat, « Commission sets the carbon farming initiative in motion », Commission européenne, 27 avril 2021, [https://ec.europa.eu/clima/news-your-voice/news/commission-sets-carbon-farming-initiative-motion-2021-04-27\\_en](https://ec.europa.eu/clima/news-your-voice/news/commission-sets-carbon-farming-initiative-motion-2021-04-27_en).
- 50 GRAIN, « From land grab to soil grab – the new business of carbon farming », 22 février 2022, <https://grain.org/en/article/6804-from-land-grab-to-soil-grab-the-new-business-of-carbon-farming>.
- 51 La Via Campesina, « Our land is worth more than carbon: Civil Society Statement | COP 22 », 16 novembre 2016, <https://viacampesina.org/en/our-land-is-worth-more-than-carbon-civil-society-statement-cop-22/>; Sophia Murphy & Ben Lilliston, « True or False? Evaluating solutions for agriculture and climate change », *IATP*, juillet 2022, <https://www.iatp.org/true-or-false-climate-solutions>.
- 52 GIEC, « Summary for Policymakers », dans : *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*. Contribution du Groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, eds. P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khouradji, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, 2022, p.37, doi : 10.1017/9781009157926.001.
- 53 Indigo Ag, « Carbon by Indigo Supporters », 2022, <https://www.indigoag.com/carbon/for-supporters>.
- 54 Jacey Bingle, « Five Years Lost: How Finance is Blowing the Paris Carbon Budget », *Urgewald*, décembre 2020, <https://urgewald.org/sites/default/files/media-files/FiveYearsLostReport.pdf>.
- 55 Wezel et al., « Agroecology as a Science, a Movement and a Practice. A review. »
- 56 Forêts, agriculture et commerce des produits de base, « COP26: Open Letter to COP26 FACT Dialogue Ministers for Discussion on Joint Statement at the Front of the FACT Roadmap – October 6th Ministerial Roundtables ».
- 57 FAO, *Regenerative Agriculture: Good Practices for Small Scale Agricultural Producers* (Rome, Italie : FAO, 2021), <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CB6018EN/>.
- 58 Nora McKeon, « Global Food Governance », *Development* 64, n° 1 (1 juin 2021) : 48–55, <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00299-9>.
- 59 Piste d'action 3 de l'UNFSS, « UNFSS Action Track 3: Boost Nature-Positive Food Production at Scale – Synthesis Report Wave 1 » (Nations Unies, 23 février 2020), <https://foodsystems.community/members/ophelie-hemonin/activity/2979/>.
- 60 Aruna Chandrasekhar et G. Viglione, « Q&A: Can 'nature-based solutions' help address climate change? » *CarbonBrief*, 1er décembre 2021, <https://www.carbonbrief.org/qa-can-nature-based-solutions-help-address-climate-change/>.
- 61 Dasgupta, *The Economics of Biodiversity*, 451.
- 62 Doreen Stabinsky, « From Glasgow to Kunming: Climate and biodiversity together at last? », *Third World Network*, mars 2022, [https://twn.my/title2/briefing\\_papers/twn/Glasgow%20Kunming%20TWNBP%20Mar%202022%20Stabinsky.pdf](https://twn.my/title2/briefing_papers/twn/Glasgow%20Kunming%20TWNBP%20Mar%202022%20Stabinsky.pdf).
- 63 Convention sur la diversité biologique, « COP15: Report by the Co-Leads of Contact Group 3, Targets 9–13: Meeting People's Needs through Sustainable Use and Benefit-Sharing », 2 septembre 2021, 2, <https://www.cbd.int/doc/c/2df7/b027/df61d0d6d40702f37b60aabe/wg2020-03-cg-03-report-en.pdf>.
- 64 Convention sur la diversité biologique, 30-33.
- 65 Piste d'action 3,2 de l'UNFSS ; piste d'action 3 de l'UNFSS, « UNFSS Action Track 3: Boost Nature-Positive Food Production at Scale – Discussion Starter » (Nations Unies, 10 décembre 2020), 4, [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/unfss-at3-discussion\\_starter-dec2020.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/unfss-at3-discussion_starter-dec2020.pdf); UNFSS, « UNFSS Action Track 3 : Boosting Nature-Positive Production – Synthesis Report Wave 2 » (Nations Unies, 20 mai 2021), 4, [https://foodsystems.community/members/jessica\\_colston/activity/6000/](https://foodsystems.community/members/jessica_colston/activity/6000/).
- 66 Piste d'action 3 de l'UNFSS, « UNFSS Action Track 3: Boost Nature-Positive Food Production at Scale – Discussion Starter », 61–89.
- 67 UNFSS, « UNFSS Levers of Change – Human Rights; Unlocking the Transformative Potential of a Human Rights-Based Approach » ; Présidence du Secrétariat Général de l'UNFSS, « UNFSS Secretary-General's Chair Summary and Statement of Action on the UN Food Systems Summit », Nations Unies, 23 septembre 2021, <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/making-food-systems-work-people-planet-and-prosperity>.
- 68 Matthew Canfield, Molly D. Anderson, et Philip McMichael, « UN Food Systems Summit 2021: Dismantling Democracy and Resetting Corporate Control of Food Systems », *Frontiers in Sustainable Food Systems* 5 (2021), <https://www.frontiersin.org/article/10.3389/fsufs.2021.661552> Jennifer Clapp, Indra Noyes, et Zachary Grant, « The Food Systems Summit's Failure to Address Corporate Power », *Development* 64 (3) (2021) : 192–98, <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00303-2>; Lorenzo

- Cotula, « Food Systems Summit: Implications for Global Food Governance », Institut international pour l'environnement et le développement, 30 septembre 2021, <https://www.iied.org/food-systems-summit-implications-for-global-food-governance>.
- 69 IPES-Food, « Response to the UK COP26 Presidency's announcement to support sustainable food & agricultural systems », Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 6 novembre 2021, [https://2ae0ff20-d9c8-4e34-a427-95229c7e180c.filesusr.com/ugd/31f564\\_024f60596dd54931afcd-3c1a9b9a3ec2.pdf](https://2ae0ff20-d9c8-4e34-a427-95229c7e180c.filesusr.com/ugd/31f564_024f60596dd54931afcd-3c1a9b9a3ec2.pdf).
- 70 CCNUCC, « Koronivia Joint Work on Agriculture: Sustainable Land and Water Management, Including Integrated Watershed Management Strategies, to Ensure Food Security » (Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, 2021), 9.
- 71 Convention sur la diversité biologique, « Rapport du groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial pour la biodiversité post-2020 sur sa quatrième réunion », 21 juin 2022, <https://www.cbd.int/doc/c/3303/d892/4fd11c27963bd3f826a961e1/wg2020-04-04-en.pdf>.
- 72 Convention sur la diversité biologique, « COP15: Report by the Co-Leads of the Contact Group 3, Targets 9–13 : Meeting People's Needs through Sustainable Use and Benefit-Sharing », 9.
- 73 Biovision — Fondation pour un développement écologique et IPES-Food, « Flux financiers : Quels sont les obstacles à l'investissement dans la recherche agroécologique pour l'Afrique? » (Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 2020), [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/Money%20Flows\\_Full%20report.pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Money%20Flows_Full%20report.pdf).
- 74 Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), « Climate Change and Rural Development: Climate Policy Engagement in the Agriculture and Food Sectors », janvier 2021, 1.
- 75 WBCSD, « Regen10 to Work with over 500 Million Farmers to Scale Regenerative Food Production by 2030 », World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), 2021, paras 1–2, <https://www.wbcsd.org/ugc8e>.
- 76 Feed the Future, « U.S. Government Global Food Security Strategy: Fiscal Year 2022–2026 », 18 octobre 2021, 28–32, [https://cg-281711fb-71ea-422c-b02c-ef79f539e9d2.s3.us-gov-west-1.amazonaws.com/uploads/2021/10/Global-Food-Security-Strategy-FY22-26\\_508C.pdf](https://cg-281711fb-71ea-422c-b02c-ef79f539e9d2.s3.us-gov-west-1.amazonaws.com/uploads/2021/10/Global-Food-Security-Strategy-FY22-26_508C.pdf).
- 77 Groupe de la Banque mondiale, « Plan d'Action sur le Changement Climatique 2021–2025 » (Groupe de la Banque mondiale, 2021), <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35799>.
- 78 Groupe de la Banque mondiale, « Climate-Smart Agriculture », 5 août 2021, 4, <https://www.worldbank.org/en/topic/climate-smart-agriculture>.
- 79 Nestlé, « Nestlé : Rapport annuel 2021 » (Nestlé, 2021), <https://www.nestle.com/sites/default/files/2022-03/2021-annual-review-en.pdf>; Nestlé, « Nestlé Scientists Discover Unique Low Carbon and Drought Resistant Coffee Varieties », 19 avril 2021, <https://www.nestle.com/media/news/nestle-scientists-discover-unique-low-carbon-drought-resistant-coffee-varieties>; PepsiCo, « PepsiCo, ADM Announce Groundbreaking Agreement Aiming to Reduce Carbon Intensity by Supporting Regenerative Agriculture Practices on Up to 2 Million Acres of Farmland », communiqué de presse de PepsiCo, 14 septembre 2022, <https://www.pepsico.com/our-stories/press-release/pepsico-adm-announce-groundbreaking-agreement-aiming-to-reduce-carbon-intensity-by-supporting-regenerative-agriculture-practices-on-up-to-2-million-acres-of-farmland>.
- 80 Walmart, « Walmart Sets Goal to Become a Regenerative Company », 21 septembre 2020, <https://corporate.walmart.com/newsroom/2020/09/21/walmart-sets-goal-to-become-a-regenerative-company>.
- 81 John Laney, « Driving Regeneration in Agriculture » (Walmart, 1er septembre 2021), <https://corporate.walmart.com/newsroom/2021/09/01/driving-regeneration-in-agriculture>; Walmart, « Walmart Environmental, Social and Governance FY2021 Summary » (Walmart, 2021), <https://corporate.walmart.com/esgreport/>.
- 82 Syngenta, « Accelerate Innovation for Farmers and Nature », consulté le 23 mars 2022, <https://www.syngenta.com/en/sustainability/good-growth-plan/accelerate-innovation-farmers-and-nature>.
- 83 Nestlé, « Our road to net zero », février 2021, <https://www.nestle.com/sustainability/climate-change/zero-environmental-impact>.
- 84 GRAIN, « Greenwashing des entreprises : le "zéro net" et les "solutions fondées sur la nature" sont des escroqueries meurtrières », 2021, <https://grain.org/en/article/6634-corporate-greenwashing-net-zero-and-nature-based-solutions-are-a-deadly-fraud>.
- 85 Peter M. Rosset et Miguel A. Altieri, *Agroecology : Science and Politics* (Fernwood Publishing, 2017), 126.
- 86 World Food Journal, « UN Summit Must Not Get Lost in Ideological Battles », [Welthungerhilfe.de](http://Welthungerhilfe.de) – Für eine Welt ohne Hunger und Armut, 2021, <https://www.welthungerhilfe.org/news/latest-articles/2021/un-food-summit-whats-at-stake/>.

## REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé à la suite de discussions approfondies entre le groupe de travail d'IPES-Food et les chercheurs de l'IDS Lídia Cabral, Elizabeth Rainey et Dominic Glover. Il a pris forme à la suite de contributions du secrétariat d'IPES-Food, et nous remercions Steve Gliessman et Kirtana Chandrasekaran pour leurs commentaires réfléchis qui ont permis de l'améliorer.

## À PROPOS D'IPES-FOOD

Le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) cherche à éclairer les débats sur la réforme des systèmes alimentaires grâce à des recherches axées sur les politiques et à un engagement direct dans les processus politiques à travers le monde entier. Ce panel d'experts rassemble des scientifiques environnementaux, des économistes spécialisés dans le développement, des nutritionnistes, des agronomes et des sociologues, ainsi que des praticiens expérimentés de la société civile et des mouvements sociaux. Le panel est coprésidé par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et Maryam Rahmanian, experte indépendante sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.



Ce projet a été parrainé par la Rosa-Luxemburg-Stiftung et financé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de la République fédérale d'Allemagne. La présente publication ou des parties de celle-ci peuvent être utilisées gratuitement par des tiers, à condition de faire correctement référence à la publication originale.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'IPES-Food et ne reflète pas nécessairement la position de la Rosa Luxemburg Stiftung.



[ipes-food.org](https://ipes-food.org)



@IPESfood